

Demande de renseignements généraux

Étude des crédits 2020-2021

CAHIER DE DOCUMENTATION POUR LA COMMISSION PARLEMENTAIRE

MINISTÈRE DES FINANCES
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

Table des matières

1. Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2019-2020 :

- a) les endroits et dates de départ et de retour;
- b) la copie des programmes et rapports de mission;
- c) les personnes rencontrées;
- d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.);
- e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;
- f) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et fonctionnaires concernés et autres participants;
- g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant;
 - les détails de ces ententes;
 - les résultats obtenus à ce jour;
- h) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé;
- i) la description de la nature du voyage incluant, le cas échéant, le nom du ou des événements concernés
- j) les points de presse tenus lors de ces missions et leurs coûts.

2. Pour chacun des voyages fait en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2019-2020 :

- k) les raisons du déplacement;
- l) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
- m) les coûts ventilés;
- n) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste: frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.;
- o) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants.

3. Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant :

- a) la ventilation des sommes dépensées pour 2019-2020; et les prévisions pour 2020-2021;
- b) les noms des firmes de publicité retenues;
- c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes;
- e) le but visé par chaque dépense;
- f) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire;
- g) le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.

4. Liste des dépenses de publicité effectuées spécifiquement sur Internet (Facebook, Amazon, etc.) en indiquant :

- a) La ventilation des sommes dépensées pour 2019-2020 et les prévisions pour 2020-2021;
- b) Les noms des firmes de publicité retenues;
- c) La liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- d) Les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes;
- e) Le but visé par chaque dépense.

Lorsque le contrat est conclu par l'intermédiaire d'une firme de publicité, détailler les publicités effectuées sur Internet.

5. Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) :

Par le cabinet ministériel :

- a) les sommes dépensées en 2019-2020 et les prévisions pour 2020-2021, ventilées par type d'événement;
- b) le but visé par chaque dépense;
- c) le nombre total et liste d'événements ventilé par type d'événement;

Par le ministère ou l'organisme :

- d) les sommes dépensées en 2019-2020 et les prévisions pour 2020-2021, ventilées par type d'événement;
- e) le but visé par chaque dépense;
- f) le nombre total et liste d'événements ventilé par type d'événement;

Par un professionnel ou par une firme externe :

- g) les sommes dépensées 2019-2020 et les prévisions pour 2020-2021, ventilées par type d'événement;
- h) le nom du professionnel ou de la firme de publicité;
- i) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation, ou contrat négocié);
- j) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.
- k) le but visé par chaque dépense;
- l) le nombre total et liste d'événements ventilé par type d'événement.

6. La liste des dépenses en formation de communication :

Organisée par le ministère ou l'organisme :

- a) les sommes dépensées en 2019-2020 et les prévisions pour 2020-2021; ventilées par type d'événement;
- b) le but recherché par chaque dépense;
- c) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.

Donnée par un professionnel ou une firme externe :

- d) les sommes dépensées en 2019-2020 et les prévisions pour 2020-2021;
- e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications;
- f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- g) la liste et les noms des fournisseurs ou/et des consultants, s'il y a lieu;
- h) le but visé par chaque dépense;
- i) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.

- 7. La liste des dépenses en formation de communication organisée pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés en indiquant :**
 - a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2019-2020 et les prévisions pour 2020-2021 ;
 - b) le but visé par chaque dépense ;
 - c) la nature de la formation ;
 - d) les personnes ou la firme qui ont donné la formation ;
 - e) les personnes qui ont reçu la formation.

- 8. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2019-2020, en indiquant :**
 - a) les noms du professionnel ou de la firme;
 - b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
 - c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
 - d) la date d'octroi du contrat;
 - e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
 - f) l'échéancier;
 - g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

- 9. Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant :**
 - a) la liste des soumissions et le montant de chacune;
 - b) la grille d'évaluation des soumissions;
 - c) la justification du choix du soumissionnaire retenu;
 - d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat;
 - e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.

- 10. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2019-2020 :**
 - a) Liste de toutes les ressources œuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement;
 - b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégories (incluant la masse salariale);
 - c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants;
 - d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé;
 - e) une description de son mandat;
 - f) la date de début de son contrat;
 - g) la date prévue de fin de son contrat;
 - h) sa rémunération annuelle.

11. Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques initié pour l'exercice financier 2019-2020, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :

- b) le nom du projet;
- c) la nature du projet;
- d) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);
- e) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;
- f) les plus récentes évaluations du coût du projet;
- g) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;
- h) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet;
- i) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;
- j) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;
- k) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet.
- l) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère;
 - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants;
- m) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics.
- n) nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des Ti.

12. Pour chaque projet de développement informatique infonuagique, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :

- a) le nom du projet;
- b) la nature du projet;
- c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);
- d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;
- e) les plus récentes évaluations du coûts du projet;
- f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;
- g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet;
- h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;
- i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;
- j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet;
- k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère;
 - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organismes et les firmes externes pour ces consultants;
- l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique-cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics.

13. De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2019-2020 (et la ventilation pour chaque mois), de chacune des dépenses suivantes :

- a) la photocopie;
- b) le mobilier de bureau;
- c) l'ameublement;
- d) la décoration et l'embellissement;
- e) le distributeur d'eau de source;
- f) le remboursement des frais de transport;
- g) le remboursement des frais d'hébergement;
- h) le remboursement des frais de repas;
- i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;
- j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :
 - I. au Québec;
 - II. à l'extérieur du Québec.

14. De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant pour 2019-2020, ventilé par mois, de chaque dépense reliée à la téléphonie :

- a) le nombre de téléphones cellulaires utilisés, ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil;
- b) le nombre de tablettes électroniques utilisées ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil;
- c) les coûts d'acquisition des appareils;
- d) le coût d'utilisation des appareils;
- e) le coût des contrats téléphoniques;
- f) les noms des fournisseurs;
- g) le nombre de minutes utilisées;
- h) le coût des frais d'itinérance et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme;
- i) les coûts de résiliation, s'il y a lieu;
- j) le nombre d'ordinateurs portables utilisés ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil.

15. Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) :

- a) pour l'année 2019-2020 ainsi que les prévisions pour 2020-2021, le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et plus;
- b) pour l'année 2019-2020 ainsi que les prévisions pour 2020-2021, le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et moins;
- c) pour l'année 2019-2020 ainsi que les prévisions pour 2020-2021, le nombre total de jours de maladie pris par le personnel;
- d) pour l'année 2019-2020 ainsi que les prévisions pour 2020-2021, le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;
- e) pour l'année 2019-2020 ainsi que les prévisions pour 2020-2021, le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.) :
 - le coût moyen par employé, selon la classe de travail.
- f) pour l'année 2019-2020 ainsi que les prévisions pour 2020-2021, le nombre total de jours de vacances pris par le personnel;

- g) pour l'année 2019-2020 ainsi que les prévisions pour 2020-2021, le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;
- h) pour l'année 2019-2020 ainsi que les prévisions pour 2020-2021, le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique;
- i) pour l'année 2019-2020 ainsi que les prévisions pour 2020-2021, le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers;
- j) pour l'année 2019-2020 ainsi que les prévisions pour 2020-2021, l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);
- k) pour l'année 2019-2020 ainsi que les prévisions pour 2020-2021, l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;
- l) pour l'année 2019-2020 ainsi que les prévisions pour 2020-2021, le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;
- m) pour l'année 2019-2020 ainsi que les prévisions pour 2020-2021, le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (le centre principal de direction et chacune des régions);
- n) pour les trois dernières années ainsi que les prévisions pour 2020-2021, le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires;
- o) pour l'année 2019-2020 ainsi que les prévisions pour 2020-2021, le nombre d'employés permanents et temporaires;
- p) pour l'année 2019-2020 ainsi que les prévisions pour 2020-2021, le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ;
- q) pour l'année 2019-2020 ainsi que les prévisions pour 2020-2021, le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi;
- r) pour l'année 2019-2020 ainsi que les prévisions pour 2020-2021, l'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs;
- s) pour l'année 2019-2020 ainsi que les prévisions pour 2020-2021, le nombre de postes vacants et le nombre d'ETC non comblés, ventilé par région.

16. Pour chaque ministère et organismes, par direction, pour l'année 2019-2020 et les prévisions pour l'année 2020-2021 :

- a) le nombre de départs à la retraite, incluant le total et la ventilation des indemnités versées ou estimées;
- b) le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines;
- c) le nombre de départs à la retraite prévus pour 2020-2021 et les indemnités de retraite qui seront versées;
- d) le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.

- 17. Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2019-2020 en indiquant pour chacun d'eux :**
- a) l'emplacement de la location;
 - b) la superficie totale pour chaque local loué;
 - c) la superficie totale réellement occupée;
 - d) la superficie inoccupée;
 - e) le coût de location au mètre carré;
 - f) le coût total de ladite location;
 - g) les coûts d'aménagement, de rénovations réalisées depuis le 1er avril 2011, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
 - h) la durée du bail;
 - i) le propriétaire de l'espace loué;
 - j) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant;
 - k) s'il s'agit d'un renouvellement de bail concernant une nouvelle adresse.
- 18. Pour la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2019-2020, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant :**
- a) les dates des travaux;
 - b) les coûts;
 - c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.
- 19. De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2019-2020, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant :**
- a) les dates des travaux;
 - b) les coûts;
 - c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.
- 20. Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2019-2020, en indiquant pour chaque individu :**
- a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant;
 - b) le titre de la fonction;
 - c) l'adresse du port d'attache;
 - d) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;
 - e) la prime de départ versée, le cas échéant;
 - f) le montant total et la ventilation des primes ou bonis reçus;
 - g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;
 - h) la description de tâches;
 - i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2019-2020;
 - j) le nombre total d'employés au cabinet;
 - k) la masse salariale totale par cabinet pour 2019-2020;
 - l) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée;
 - m) s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.
- 21. Liste des sommes d'argent versées en 2019-2020, par mois, à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant :**
- a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne;
 - b) la circonscription électorale;
 - c) le montant attribué;
 - d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.

- 22. Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :**
- a) le nom de la personne;
 - b) le poste occupé;
 - c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
 - d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle;
 - e) la date de l'assignation hors structure;
 - f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu;
 - g) les prévisions pour 2021-2022.
- 23. Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant :**
- a) le poste initial;
 - b) le salaire;
 - c) le poste actuel, s'il y a lieu;
 - d) la date de la mise en disponibilité;
 - e) les prévisions pour 2020-2021.
- 24. Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2019-2020, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant :**
- a) par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.);
 - b) par catégorie d'âge;
 - c) prévisions pour 2020-2021.
- 25. Pour chaque ministère et organisme, depuis cinq ans, fournir le nombre de postes abolis par bureau régional et par catégorie d'emploi, leur port d'attache (par exemple dans un bureau régional) ainsi que les prévisions pour 2020-2021.**
- 26. Pour chaque ministère et organisme, liste des bureaux régionaux et de l'effectif étant rattaché, par catégorie d'emploi, à chacun de ces bureaux. Présenter l'évolution depuis cinq ans, ainsi que les prévisions pour 2020-2021, par mission.**
- 27. Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant :**
- a) le nom de la personne;
 - b) le poste occupé et le nom de l'organisme;
 - c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
 - d) l'assignation initiale;
 - e) l'assignation actuelle;
 - f) la date de l'assignation hors structure;
 - g) la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).
- 28. Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2019-2020, en précisant pour chaque abonnement :**
- a) le coût de chacun;
 - b) le fournisseur;
 - c) la nature du service.

Ventiler le montant total par catégories.

29. Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du cabinet ministériel en 2019-2020, en précisant pour chaque abonnement :

- a) le coût de chacun;
- b) le fournisseur;
- c) la nature du service.

Ventiler le montant total par catégories.

30. Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, de billets de spectacles ou d'événements sportifs et culturels, les billets d'événement et de conférence organisées par les chambres de commerce, la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.

31. Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site :

- a) le nom du site Web;
- b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;
- c) les coûts de construction du site;
- d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
- e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
- f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilée par section et/ou page du site (nombre de « hits »);
- g) la fréquence moyenne de mise à jour;
- h) le responsable du contenu sur le site;
- i) les noms de domaines réservés;
- j) les coûts liés à la réservation de noms de domaines.

32. Nominations, pour 2019-2020, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée :

- a) la liste;
- b) le nom de la personne;
- c) les mandats de chacune de ces personnes;
- d) le détail des contrats octroyés pour chaque mandat;
- e) le résultat du travail effectué;
- f) les échéances prévues;
- g) les sommes impliquées.

33. Pour 2019-2020, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en précisant :

- a) les régions et villes visitées;
- b) les personnes rencontrées;
- c) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants;
- d) les raisons du déplacement;
- e) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
- f) les coûts ventilés;
- g) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.

- 34. La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2019-2020 :**
- a) le détail des mandats;
 - b) le coût (déplacements, etc.);
 - c) le nombre de ressources affectées;
 - d) le nombre de rencontres;
 - e) le nombre d'ETC affectés à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre;
 - f) l'objet;
 - g) les dates.
- 35. Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.**
- 36. La liste des ententes et leur nature, signées en 2019-2020 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la *Loi sur le ministère du Conseil exécutif* ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.**
- 37. Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2019-20 et les prévisions pour 2020-2021.**
- 38. L'inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2020-2021.**
- 39. Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2019-2020 demandé par le Secrétariat du Conseil du trésor, et confirmé par le gouvernement en janvier 2020 pour 2020-2021.**
- 40. Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2019-2020, ainsi que les prévisions pour 2020-2021 et 2021-2022, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, ententes ou autres les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.**
- 41. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2019-2020, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes au rendement et des bonis.**
- 42. Pour chaque cabinet ministériel, fournir pour l'année financière 2019-2020 le montant total des primes au rendement et des bonis versés au personnel de cabinet.**
- 43. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2019-2020, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.**

44. **Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2019-2020 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.**
45. **Pour 2019-2020, le nombre de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée. Pour chaque personne :**
 - a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;
 - b) fournir la liste des salaires versés et préciser le montant total dépensé par le ministère ou l'organisme.
46. **Pour 2019-2020, le nombre de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions, pour chaque personne :**
 - a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;
 - b) fournir la liste des salaires versés.
47. **Liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2019-2020 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2020-2021. Pour chacun de ces programmes existants en 2019-2020, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2020-2021, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.**
48. **Indiquer les nouvelles initiatives ou toutes majorations apportées à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.**
49. **Nombre d'employés ou ETC affectés au Plan Nord en 2019-2020 et prévisions pour 2020-2021.**
50. **Ventilation du budget du ministère consacré au Plan Nord pour 2019-2020 et prévisions pour 2020-2021.**
51. **Nombre d'employés ou ETC affectés à la Stratégie maritime pour 2019-2020 et prévisions pour 2020-2021.**
52. **Ventilation du budget du ministère consacrée à la Stratégie maritime pour 2019-2020 et prévisions pour 2020-2021.**
53. **Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds vert.**
54. **Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds des ressources naturelles/Fonds Énergie.**
55. **Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds du Plan Nord.**
56. **Les sommes allouées à l'externe pour tout type de service juridique et préciser la raison pour laquelle les services ont été traités à l'externe ainsi que les professionnels qui ont donné ces services.**
57. **Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres):**
 - a) la dépense totale (opération et capital);
 - b) les grands dossiers en cours;
 - c) le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques;
 - d) préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI;
 - e) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.

58. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2019-2020, le montant total de la masse salariale en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).
59. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2019-2020 le taux d'absentéisme, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).
60. Pour chaque ministère et organisme, liste de tous les rapports (d'évaluation, de vérification, d'enquête ou autres), études, avis, analyses, etc., produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe en 2019-2020 en indiquant pour chacun :
 - a) le sujet;
 - b) la ou les raisons pour lesquelles il a été produit ou commandé;
 - c) les coûts reliés à sa réalisation;
 - d) le nom de l'organisme ou de la firme externe, s'il y a lieu.

Préciser, pour chacun, s'il découle d'une demande du ministre ou du cabinet ministériel.

61. Pour chaque ministère et organisme public, incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnelle en indiquant:
 - a) la dépense totale relative au paiement des cotisations;
 - b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation;
 - c) la liste des employés, cadres, dirigeants, ministres et juges ayant bénéficié de cet avantage.
62. La liste de toute rencontre d'accueil de dignitaires étrangers en visite au Québec, de rencontres diplomatiques ou de sommets gouvernementaux, de grandes rencontres politiques et de négociations importantes, de toute nature, auxquelles a pris part le ministère ou organisme. Pour chaque rencontre, indiquer la date, la nature, et le lieu de la rencontre
63. Pour chaque rencontre d'accueil de dignitaires étrangers en visite au Québec, pour chaque rencontre diplomatique et sommet gouvernemental, pour chaque grande rencontre politique et négociation importante de toute nature auxquels prend part le gouvernement du Québec, indiquer :
 - a) La date;
 - b) La nature;
 - c) Les participants;
 - d) Si l'événement a eu lieu sur le territoire de la Capitale-Nationale, conformément à l'article 4 de la Charte de la Ville de Québec, capitale nationale du Québec.
64. Pour tout sondage ou enquête d'opinion réalisés par le ministère ou l'organisme, indiquer :
 - a) la date;
 - b) la nature;
 - c) les questions posées;
 - d) les réponses;
 - e) la firme retenue;
 - f) les coûts.

65. **Toutes sommes dépensées et action réalisées par le ministère ou l'organisme dans le cadre de la Politique jeunesse du Québec en 2019-2020.**
66. **Au sujet du transfert d'emplois gouvernementaux en région, fournir tout scénario et étude réalisée par le ministère ou l'organisme ainsi que toute action réalisée en 2019-2020.**
67. **Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme au sujet de la reconnaissance des acquis et des compétences des personnes immigrantes en 2019-2020.**
68. **Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme visant la protection des renseignements personnels en 2019-2020.**
69. **Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organismes dans le cadre de la Politique culturelle du Québec en 2019-2020.**
70. **Pour toutes dépenses publicitaires réalisées par le ministère ou l'organisme, indiquer :**
 - a) **Le pourcentage de ces dépenses réalisées au sein de médias communautaires et le montant;**
 - b) **Le pourcentage de ces dépenses réalisées sur Internet et les médias sociaux et le montant.**
71. **Toute action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2019-2020 au sujet des recommandations de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées.**
72. **Toute action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2019-2020 au sujet des recommandations du rapport de la Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec (Rapport Viens).**
73. **Toute action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2019-2020 au sujet du plan d'action gouvernemental pour le développement social et culturel des Premières Nations et des Inuits 2017-2022 « Faire plus, faire mieux ».**
74. **Toute action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2019-2020 au sujet du plan d'action interministériel en dépendance 2018-2028, « Prévenir, réduire et traiter ».**
75. **Toute action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2019-2020 au sujet du Plan d'action interministériel 2017-2021 de la Politique gouvernementale de prévention en santé.**
76. **Toute action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2019-2020 au sujet du plan d'action gouvernemental en matière de violence conjugale 2018-2023 : « Contre la violence conjugale, Agissons ».**
77. **Toute action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2019-2020 au sujet de la stratégie d'action en matière d'immigration, de participation et d'inclusion 2016-2021 : « Ensemble, nous sommes le Québec ».**
78. **Toute action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2019-2020 au sujet de la Stratégie nationale sur la main-d'œuvre 2018-2023.**
79. **Toute action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2019-2020 au sujet du Plan d'action 2018-2023 : « Un Québec pour tous les âges ».**
80. **Toute action, note ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2019-2020 au sujet de la conciliation travail-famille.**
81. **Toute action, note ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2019-2020 au sujet de l'électrification des transports.**

- 82. Toute action, note ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2019-2020 au sujet de la rétention des travailleurs d'expérience.**
- 83. Toute action réalisée par le ministère ou l'organismes en 2019-2020 au sujet du plan d'action gouvernemental de contribution à l'occupation et à la vitalité des territoires 2018-2020.**
- 84. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2018-2019 et qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés par le sous-ministre ou le dirigeant de l'organisme public, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant :**
- a) le nombre d'autorisations;
 - b) le nom du professionnel ou de la firme touché(e) faisant l'objet de cet octroi;
 - c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi;
 - d) le montant accordé;
 - e) le nom de la personne ayant autorisé la dépense supplémentaire;
 - f) les motifs de la demande;
 - g) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.

Indiquer si le ministère ou l'organisme rend lui-même publique et disponible cette information par le biais de son site Internet ou autre moyen de communication.

- 85. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2019-2020, en indiquant, pour chaque contrat :**
- a) les noms du professionnel ou de la firme;
 - b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
 - c) le coût;
 - d) l'échéancier;
 - e) dans le cas d'un octroi par soumission, les noms des soumissionnaires et le montant des soumissions.
- 86. Pour chaque ministère et organisme, concernant les demandes d'accès à l'information en 2019-2020 :**
- a) les coûts reliés au traitement et réponses aux demandes d'accès;
 - b) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information;
 - c) le nombre total de demandes reçues;
 - d) le nombre de refus (en précisant, par catégorie, les raisons et/ou articles de la Loi invoquée pour le refus);
 - e) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;
 - f) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours;
 - g) le nombre de demandes ayant été traitées hors délai en indiquant, par demande, le temps de réponse.
- 87. La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes.**
- 88. Pour la préparation des projets de loi, des politiques, des stratégies ou des consultations gouvernementales, indiquer, pour chaque type, si une entente de confidentialité a été requise par le ministère ou le cabinet auprès des partenaires. Le cas échéant, pour chacun des types visés, fournir la liste des partenaires engagés ainsi que ladite entente.**

- 89. Pour le ministère et chacun de ses organismes, en 2019-2020, indiquer le nombre de divulgations d'actes répréhensibles reçues, le nombre d'enquêtes (débutées, en cours ou terminées), ainsi que le nombre de divulgations fondées, y compris celles ayant mené à des mesures correctives. Préciser, pour chaque divulgation, la catégorie d'actes répréhensibles visée à l'article 4 de la Loi facilitant la divulgation d'actes répréhensibles à l'égard des organismes publics (2016, chapitre 34).**
- 90. Fournir le budget carbone du ministère et le bilan carbone imputable aux activités et aux programmes du ministère, soit notamment pour 2019-2020 :**
- a) Le total des émissions de GES associées aux activités directes du ministère;
 - b) L'estimation des émissions de GES attribuables aux programmes du ministère, incluant, mais ne se limitant pas, aux émissions attribuables aux subventions accordées par le ministère en proportion du montant de ces subventions dans les projets concernés;
 - c) L'estimation des réductions d'émissions de GES attribuables aux activités directes et aux programmes du ministère, incluant, mais ne se limitant pas, aux réductions d'émissions découlant d'activités subventionnées par le ministère ainsi qu'aux puits de carbone attribuables au ministère le cas échéant;
 - d) Ventiler ces réductions selon qu'elles soient des réductions relatives ou des réductions absolues d'émissions de GES. Fournir une estimation du coût moyen de ces réductions par tonne de CO₂ équivalent.
 - e) Le bilan carbone du ministère, soit le total des émissions de GES attribuables au ministère auquel est soustrait le total des réductions d'émissions attribuables au ministère;
 - f) Le quota d'émissions du ministère, soit la limite supérieure finie des émissions totales de GES à travers le temps attribuables au ministère qui permettraient d'atteindre les objectifs de réduction des GES du ministère et ainsi la cible de réduction des GES du gouvernement;
 - g) Le plan d'action du ministère pour diminuer le bilan carbone du ministère afin de respecter son budget carbone dans le cadre des objectifs de réduction des GES du gouvernement.
- 91. Veuillez fournir le nombre d'effectifs attirés à la gestion du Fonds vert au sein du ministère ou de l'organisme en 2018-2019 et 2019-2020. Ventiler par poste et fournir la masse salariale totale.**
- 92. Nombre de postes ouverts pour les années financières 2019-2020 et 2020-2021; et nombre de postes comblés pour chaque catégorie d'emploi présente au sein du ministère.**
- 93. Veuillez indiquer les montants qui ont été alloués à la rémunération des stages depuis 2016 :**
- a) le nombre de stagiaires reçus;
 - b) les heures de stages effectués;
 - c) la rémunération totale déboursée.
- 94. Fournir une description de la dotation de véhicules au sein du ministère ou de l'organisme, ventilée par région et incluant :**
- a) nombre total de véhicules;
 - b) le type de véhicules;
 - c) le nombre de véhicules hybrides;
 - d) le nombre de véhicules hybrides rechargeables;
 - e) le nombre de véhicules électriques.

Q-1 Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2019-2020:

- a) les endroits et dates de départ et de retour;
- b) la copie des programmes et rapports de mission;
- c) les personnes rencontrées;
- d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.);
- e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;
- f) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et fonctionnaires concernés et autres participants;
- g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant;
 - les détails de ces ententes;
 - les résultats obtenus à ce jour;
- h) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé.
- i) la description de la nature du voyage incluant, le cas échéant, le nom du ou des événements concernés;
- j) les points de presse tenus lors de ces missions et leurs coûts.

Les renseignements concernant les Ministres, les titulaires d'un emploi supérieur et leurs accompagnateurs, en réponse à cette question, sont diffusés sur une base trimestrielle sur le site Internet du Ministère en vertu du Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels (art.4 paragraphe 18) au lien Internet suivant : http://www.finances.gouv.qc.ca/fr/Acces_a_linformation547.asp.

No	Date	Endroit	But du voyage	Coût (\$) *	Nom	Titre
1.1	2019-04-23 2019-04-24	Toronto	Participation à une conférence sur les obligations vertes	1 674,37\$	Guillaume Pichard Marie-Eve Bouchard	Directeur Agente de recherche et de planification socio-économique
1.2	2019-05-07 2019-05-09	Toronto	Conférence sur le financement gouvernemental et rencontres avec des investisseurs	3 014,28\$	Guillaume Pichard Bernard Asselin	Directeur Directeur
1.3	2019-05-13 2019-05-16	Toronto	Participation au congrès annuel de Paiements Canada	5 896,73\$	Gino Ouellet Véronique St-Hilaire	Directeur général Directrice
1.4	2019-05-20 2019-05-24	Victoria, Vancouver, Calgary, Edmonton, Winnipeg	Présentation du ministre des Finances devant des investisseurs financiers et des banquiers	17 110,76\$	Eric Girard Jean-Philippe Fournier Pierre Côté Alain Bélanger	Ministre des Finances Attaché politique Sous-ministre Sous-ministre adjoint
1.5	2019-05-27 2019-05-29	Ottawa	Réunion du comité fédéral-provincial sur la fiscalité et atelier traitant de la transparence de la propriété effective	2 610,11\$	Marc Grandisson Luc Bilodeau	Sous-ministre adjoint Directeur
1.6	2019-05-30 2019-05-31	New York (USA)	Présentation du ministre des Finances devant des investisseurs financiers et des banquiers	4 386,63\$	Eric Girard Fanny Beaudry-Campeau Pierre Côté Alain Bélanger	Ministre des Finances Attachée politique Sous-ministre Sous-ministre adjoint
1.7	2019-06-02 2019-06-04	Charlottetown	Rencontre du Continuing Committee of Officials (CCO)	2 866,71\$	Francis Hébert Jackie Poulin Sébastien Pomerleau	Directeur Agente de recherche et de planification socio-économique Agent de recherche et de planification socio-économique
1.8	2019-06-03 2019-06-10	Brasilia (Brésil)	Séminaire organisé par la Banque Mondiale sur les taxes sur la valeur ajoutée (TVA) dans les pays fédératifs (coûts assumés par Banque Mondiale)	0,00\$	Marc Grandisson	Sous-ministre adjoint
1.9	2019-06-12 2019-06-14	Vancouver	Réunion extraordinaire des ministres des Finances fédéral-provinciaux-territoriaux et des ministres responsables de la lutte contre le blanchiment d'argent et l'enjeu de la propriété effective	2 270,45\$	Marc Grandisson	Sous-ministre adjoint

* Les dépenses du ministre pour les voyages à l'étranger ne sont pas incluses, celles-ci étant assumées par le Ministère des Relations internationales et de la Francophonie.

Q-1 Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2019-2020:

- a) les endroits et dates de départ et de retour;
- b) la copie des programmes et rapports de mission;
- c) les personnes rencontrées;
- d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.);
- e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;
- f) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et fonctionnaires concernés et autres participants;
- g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant;
 - les détails de ces ententes;
 - les résultats obtenus à ce jour;
- h) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé.
- i) la description de la nature du voyage incluant, le cas échéant, le nom du ou des événements concernés;
- j) les points de presse tenus lors de ces missions et leurs coûts.

Les renseignements concernant les Ministres, les titulaires d'un emploi supérieur et leurs accompagnateurs, en réponse à cette question, sont diffusés sur une base trimestrielle sur le site Internet du Ministère en vertu du Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels (art.4 paragraphe 18) au lien Internet suivant : http://www.finances.gouv.qc.ca/fr/Acces_a_linformation547.asp.

No	Date	Endroit	But du voyage	Coût (\$) *	Nom	Titre
1.10	2019-06-15 2019-06-21	Londres (Royaume-Uni)	Participation à deux conférences (Environmental Finance et Euromoney) et rencontres avec des acheteurs actuels et potentiels d'obligations du Québec	8 731,56\$	Bernard Asselin Guillaume Pichard	Directeur Directeur
1.11	2019-06-18 2019-06-19	Ottawa	Réunion annuelle du sous-comité sur les transferts fédéraux	2 726,59\$	Jean-François Chauvette Kévin Coulombe	Directeur Agent de recherche et de planification socio-économique
1.12	2019-06-19 2019-06-21	Regina	Présentation du ministre des Finances devant des investisseurs financiers et des banquiers	8 584,53\$	Eric Girard Jean-Philippe Fournier Pierre Côté Alain Bélanger	Ministre des Finances Attaché politique Sous-ministre Sous-ministre adjoint
1.13	2019-07-09 2019-07-12	Victoria	Rencontre annuelle des emprunteurs provinciaux (coûts assumés en partie par Financement Québec)	7 185,49\$	Bernard Asselin Guillaume Pichard Éric Deschênes Julie Simard	Directeur Directeur Directeur Avocate
1.14	2019-07-28 2019-07-31	Winnipeg	40e Assemblée annuelle des contrôleurs financiers canadiens	2 860,56\$	Simon-Pierre Falardeau Marie-Josée Cyr	Contrôleur des finances Directrice générale
1.15	2019-08-08 2019-08-09	Toronto	Rencontre avec le Conseil sur la comptabilité dans le secteur public sur les nouvelles normes comptables	1 032,07\$	Hugues Lepire	Directeur
1.16	2019-08-30 2019-09-07	Munich, Zurich, Bruxelles, Amsterdam, Paris, Londres	Rencontre avec des investisseurs financiers	20 973,54\$	Eric Girard Phillippe Gougeon Pierre Côté Alain Bélanger	Ministre des Finances Directeur adjoint de cabinet Sous-ministre Sous-ministre adjoint
1.17	2019-09-08 2019-09-11	Ottawa	Participation à une négociation visant à ajouter un chapitre sur les services financiers dans l'Accord de libre-échange canadien (coûts assumés par l'Autorité des marchés financiers)	0,00\$	Louis Bujold	Agent de recherche et de planification socio-économique
1.18	2019-09-16 2019-09-17	New York (USA)	Participation à la conférence "Environmental Finance Green Bonds Americas 2019" et rencontres avec des investisseurs financiers	1 598,80\$	Guillaume Pichard	Directeur

* Les dépenses du ministre pour les voyages à l'étranger ne sont pas incluses, celles-ci étant assumées par le Ministère des Relations internationales et de la Francophonie.

Q-1 Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2019-2020:

- a) les endroits et dates de départ et de retour;
- b) la copie des programmes et rapports de mission;
- c) les personnes rencontrées;
- d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.);
- e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;
- f) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et fonctionnaires concernés et autres participants;
- g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant;
 - les détails de ces ententes;
 - les résultats obtenus à ce jour;
- h) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé.
- i) la description de la nature du voyage incluant, le cas échéant, le nom du ou des événements concernés;
- j) les points de presse tenus lors de ces missions et leurs coûts.

Les renseignements concernant les Ministres, les titulaires d'un emploi supérieur et leurs accompagnateurs, en réponse à cette question, sont diffusés sur une base trimestrielle sur le site Internet du Ministère en vertu du Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels (art.4 paragraphe 18) au lien Internet suivant : http://www.finances.gouv.qc.ca/fr/Acces_a_linformation547.asp.

No	Date	Endroit	But du voyage	Coût (\$) *	Nom	Titre
1.19	2019-09-27 2019-10-02	Paris (France)	Table ronde sur les marchés du carbone	5 149,29\$	Julie Gingras Jean Labbé	Sous-ministre adjointe Directeur
1.20	2019-09-30	Toronto	Rencontre avec les économistes du secteur privé pour les consultations prébudgétaires	1 044,50\$	Francis Hébert Nicolas Breton	Directeur Agent de recherche et de planification socio-économique
1.21	2019-10-14 2019-10-18	Boston, New York, Washington (USA)	Participation à la conférence Bloomberg Canadian Fixed Income et rencontre avec des investisseurs financiers	8 139,83\$	Guillaume Pichard Bernard Asselin	Directeur Directeur
1.22	2019-10-15 2019-10-16	New York (USA)	Participation à la conférence Bloomberg Canadian Fixed Income	5 682,10\$	Eric Girard Fanny Beaudry-Campeau Alain Bélanger	Ministre des Finances Attachée politique Sous-ministre adjoint
1.23	2019-10-16 2019-10-17	Toronto	Participation à la 2019 ISDA Canada Conference (coûts assumés par Financement Québec)	0,00\$	Julie Simard	Avocate
1.24	2019-10-29 2019-10-30	Ottawa	Groupe de travail fédéral-provincial-territorial sur la comptabilité de couverture	1 916,44\$	Hugues Lepire Marie-Claude Harrisson	Directeur Directrice par intérim
1.25	2019-11-21 2019-11-22	Toronto	Rencontre avec des représentants du gouvernement fédéral, d'autres provinces, ainsi que des représentants de la RBC	841,70\$	Guillaume Pichard	Directeur
1.26	2019-11-21 2019-11-22	Halifax et Fredericton	Rencontre avec le ministre des Finances du Nouveau-Brunswick et le ministre des Finances de la Nouvelle-Écosse	8 122,31\$	Eric Girard Jean-Philippe Fournier Pierre Côté Marc Sirois	Ministre des Finances Attaché politique Sous-ministre Sous-ministre associé
1.27	2019-12-02 2019-12-03	Vancouver	Participation à la conférence annuelle CIBC sur le financement gouvernemental et rencontres avec des investisseurs financiers	1 224,64\$	Guillaume Pichard	Directeur
1.28	2019-12-03 2019-12-05	Ottawa	Rencontre annuelle de la Société de financement des infrastructures locales du Québec (SOFIL) concernant le Fonds de la taxe sur l'essence	603,86\$	François Boilard	Agent de recherche et de planification socio-économique

* Les dépenses du ministre pour les voyages à l'étranger ne sont pas incluses, celles-ci étant assumées par le Ministère des Relations internationales et de la Francophonie.

Q-1 Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2019-2020:

- a) les endroits et dates de départ et de retour;
- b) la copie des programmes et rapports de mission;
- c) les personnes rencontrées;
- d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.);
- e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;
- f) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et fonctionnaires concernés et autres participants;
- g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant;
 - les détails de ces ententes;
 - les résultats obtenus à ce jour;
- h) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé.
- i) la description de la nature du voyage incluant, le cas échéant, le nom du ou des événements concernés;
- j) les points de presse tenus lors de ces missions et leurs coûts.

Les renseignements concernant les Ministres, les titulaires d'un emploi supérieur et leurs accompagnateurs, en réponse à cette question, sont diffusés sur une base trimestrielle sur le site Internet du Ministère en vertu du Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels (art.4 paragraphe 18) au lien Internet suivant : http://www.finances.gouv.qc.ca/fr/Acces_a_linformation547.asp.

No	Date	Endroit	But du voyage	Coût (\$) *	Nom	Titre
1.29	2019-12-16 2019-12-17	Ottawa	Rencontre fédérale-provinciale-territoriale des ministres des Finances	3 365,54\$	Eric Girard Fanny Beaudry-Campeau Jean-Philippe Fournier Pierre Côté Marc Sirois	Ministre des Finances Attachée politique Attaché politique Sous-ministre Sous-ministre associé
1.30	2020-01-13 2020-01-14	Ottawa	Réunion du comité fédéral-provincial sur la fiscalité	1 831,01\$	Marc Grandisson Luc Bilodeau	Sous-ministre adjoint Directeur
1.31	2020-01-13 2020-01-16	Toronto	Rencontre intergouvernementale	1 796,75\$	Étienne Paré	Directeur général
1.32	2020-01-20 2020-01-21	Toronto	Rencontres avec des investisseurs financiers	1 847,07\$	Guillaume Pichard Bernard Asselin	Directeur général Directeur
1.33	2020-02-04 2020-02-05	Toronto	Participation à la RBC Canadian Municipal Symposium	956,22\$	Mathieu Fleurant	Agent de recherche et de planification socio-économique
1.34	2020-02-06 2020-02-08	Toronto	Rencontre avec les économistes du secteur privé pour les consultations prébudgétaires	1 481,29\$	Francis Hébert Nicolas Breton	Directeur Agent de recherche et de planification socio-économique

* Les dépenses du ministre pour les voyages à l'étranger ne sont pas incluses, celles-ci étant assumées par le Ministère des Relations internationales et de la Francophonie.

Q-2 Pour chacun des voyages faits en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2019-2020 :

- a) les raisons du déplacement;
- b) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
- c) les coûts ventilés;
- d) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste: frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.;
- e) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants.

Aucun voyage en avion ou en hélicoptère n'a été effectué au Québec en 2019-2020.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 17)* au lien Internet suivant :
http://www.finances.gouv.qc.ca/fr/Acces_a_linformation546.asp

Q-3 Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant :

- a) la ventilation des sommes dépensées pour 2019-2020, et les prévisions pour 2020-2021;
- b) les noms des firmes de publicité retenues;
- c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes;
- e) le but visé par chaque dépense;
- f) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire;
- g) le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.

LISTE DES DÉPENSES EN PUBLICITÉ 2019-2020

Projet	Objet	Fournisseur	Mode d'octroi	Dépenses 2019-2020
Plan économique du Québec Budget 2019-2020	Honoraires et production	Cartier ⁽¹⁾ CSPQ ⁽²⁾	Appel d'offres public du CSPQ	2 292 \$
Le point sur la situation économique et financière du Québec – Automne 2019	Honoraires et production	Cartier ⁽¹⁾ CSPQ ⁽²⁾	Appel d'offres public du CSPQ	7 150 \$
Campagnes publicitaires Épargne Placements Québec	Évaluation des campagnes publicitaires	Léger Marketing	Appel d'offres sur invitation	7 250 \$
	Notoriété de la marque	SOM	Contrat de gré à gré	3 150 \$
	Cotisation annuelle et partenariat financier	Question retraite	Entente entre le MFQ et Question retraite	20 000 \$

(1) L'agence de publicité Cartier a remporté en 2019 l'appel d'offres public portant sur la publicité du ministère des Finances. Le mandat de l'agence est de concevoir, créer, planifier, produire et superviser les campagnes publicitaires.

(2) Le Service de la publicité du CSPQ coordonne les dépenses publicitaires pour le gouvernement du Québec. Il bénéficie d'une commission de 10 % sur les honoraires et les coûts de production et de 5,88 % sur les placements médias. La commission est incluse dans les montants indiqués ci-dessus.

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

Les coûts reliés aux frais de publicité concernant les bureaux de circonscription sont régis par le *Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinet et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien* de l'Assemblée nationale.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 24)* au lien suivant :

http://www.finances.gouv.qc.ca/fr/Acces_a_linformation553.asp

Q-4 Liste des dépenses de publicité effectuées spécifiquement sur Internet (Facebook, Amazon, etc.) en indiquant :

- a) la ventilation des sommes dépensées pour 2019-2020 et les prévisions pour 2020-2021;
- b) les noms des firmes de publicité retenues;
- c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes;
- e) le but visé par chaque dépense.

Lorsque le contrat est conclu par l'intermédiaire d'une firme de publicité, détailler les publicités effectuées sur Internet.

LISTE DES DÉPENSES EN PUBLICITÉ SUR INTERNET 2019-2020

Projet	Objet	Fournisseur	Mode d'octroi	Dépenses 2019-2020
Plan économique du Québec Budget 2020-2021	Achat de mots-clés Google	CSPQ	Offre de services du CSPQ	450 \$
Campagnes publicitaires Épargne Placements Québec	Partenariat financier	Question Retraite	Entente entre le MFQ et Question Retraite	5 000 \$

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

Q-5 Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) séparément :

Par le cabinet ministériel :

- a) les sommes dépensées en 2019-2020 et les prévisions pour 2020-2021, ventilées par type d'événement;
- b) le but visé par chaque dépense;
- c) le nombre total et liste d'événements ventilé par type d'événement.

Par le ministère ou l'organisme :

- d) les sommes dépensées en 2019-2020 et les prévisions pour 2020-2021, ventilées par type d'événement;
- e) le but visé par chaque dépense;
- f) le nombre total et liste d'événements ventilé par type d'événement.

Par un professionnel ou par une firme externe :

- g) les sommes dépensées en 2019-2020 et les prévisions pour 2020-2021, ventilées par type d'événement;
- h) le nom du professionnel ou de la firme de publicité;
- i) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation, ou contrat négocié);
- j) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.;
- k) le but visé par chaque dépense;
- l) le nombre total et liste d'événements ventilé par type d'événement.

Type d'événement	But visé	Coûts (en \$)	Fournisseur
1. Audioconférence	Bilan trimestriel des finances du gouvernement (2019-06-21)	263	Bell
2. Conférence de presse	Le point sur la situation économique et financière du Québec – Automne 2019 (2019-11-07)	2 418	Duoson (audiovisuel)
		576	Location Salvus (location d'ameublement)
		924	Monette Express (déménagement de meubles)
3. Exposition Québec Mines 2019	Participation en tant qu'exposant pour présenter des mesures fiscales en lien avec le secteur minier (2019-11-18 au 2019-11-21)	442	Impecca (impression de documents et enrouleur)
		—	Centre des congrès de Québec
4. Activité de presse	Huis clos du budget 2020-2021 (2020-03-10)	113 254	Centre des congrès de Québec (location des salles, aménagement, sonorisation, éclairage et projection)
		73 889	Capital HRS inc. Traiteur

Q-6 La liste des dépenses en formation de communication :

Organisée par le ministère ou l'organisme :

- a) les sommes dépensées en 2019-2020 et les prévisions pour 2020-2021; ventilées par type d'événement;
- b) le but recherché par chaque dépense;
- c) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.

Donnée par un professionnel ou une firme externe :

- d) les sommes dépensées en 2019-2020 et les prévisions pour 2020-2021;
- e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications;
- f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- g) la liste et les noms des fournisseurs ou/et des consultants, s'il y a lieu;
- h) le but visé par chaque dépense;
- i) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.

ORGANISÉE PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME

Aucune somme n'a été dépensée en 2019-2020 en matière de formation de communication organisée par le ministère ou l'organisme.

DONNÉES PAR UN PROFESSIONNEL OU UNE FIRME EXTERNE

Fournisseurs	But	Nb de participants	Dépenses
Communications efficaces			
CAMIQ Inc.	Atelier de communication et de mobilisation des équipes	33	2 305 \$
Communication écrite – Français			
Université Laval	Rendre les écrits accessibles aux non-experts	22	11 750 \$
Cégep Garneau	Perfectionner la qualité des écrits sur les plans syntaxique et grammatical	1	140 \$
Centre Microbur	Améliorer les compétences en matière de français écrit	4	1 844 \$
Centre Microbur	Améliorer les compétences en matière de rédaction stratégique en français	12	3 230 \$
Action formation	Offrir des outils soutenant le personnel dans la rédaction de notes synthèses destinées aux autorités ministérielles et favorisant l'uniformisation des contenus	46	5 510 \$
OCPAQ	Améliorer la rédaction des rapports et des communications écrites	2	415 \$
Communication orale – Français			
AFI Formation	Apprendre à maîtriser les éléments clés qui permettent de capter l'attention d'un auditoire et d'atteindre les objectifs de la présentation	25	5 130 \$
Communication orale – Anglais			
Académie du Savoir	Améliorer la communication orale en langue anglaise – Cours de groupe	37	18 996 \$
Halina Bukowiecki	Améliorer la communication orale en langue anglaise – Cours privé	3	1 440 \$
Alia Conseil	Développer les compétences en conversation et expression écrite en langue anglaise.	2	1 340 \$

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les renseignements diffusés sur une base trimestrielle sur le site Internet du Ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphe 22 et 23) au lien Internet suivant :

http://www.finances.gouv.qc.ca/fr/Acces_a_linformation544.asp

Q-7 La liste des dépenses en formation de communication organisée pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés en indiquant :

- a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2019-2020 et les prévisions pour 2020-2021 ;
- b) le but visé par chaque dépense ;
- c) la nature de la formation ;
- d) les personnes ou la firme qui ont donné la formation ;
- e) les personnes qui ont reçu la formation ainsi que le titre de leur fonction.

Aucune somme n'a été dépensée pour l'exercice financier 2019-2020 en matière de formation de communication organisée par le Ministère pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 22 et 23)* au lien Internet suivant :
http://www.finances.gouv.qc.ca/fr/Acces_a_linformation544.asp

Q-8 Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2019-2020, en indiquant :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
- d) la date d'octroi du contrat;
- e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- f) l'échéancier;
- g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Lorsque le contrat est octroyé par le cabinet ministériel, l'indiquer.

Nom de la firme	Objet	Montant total du contrat (en \$)	Montant versé au 31-03-2020 (en \$)
Académie du savoir	Services de formation en langue anglaise	24 000	9 825
Copie Xpress	Services d'impression	20 000	7 016
Den Yann P. Pouyez	Services d'aide aux employés	22 000	10 010
FIS Avangard	Services de données électroniques	6 000	6 000
Georges Bouchard	Services de graphisme	10 000	0
Gilbert Larocque	Services informatiques	20 000	0
Hitachi System Security	Services informatiques	24 615	24 615
Informatique Pro Contact inc.	Services informatiques	20 000	2 260
Jelar Communications	Services de révision linguistique	15 000	5 005
Jovaco	Services de migration de données	11 500	11 500
Judy Quinn	Services de révision linguistique	20 000	0
Les Solutions Victrix	Services informatiques	20 000	12 714
Lyne Dussault	Services conseils en fiscalité	10 000	0
Marie-Christine Carré	Services de rédaction	15 000	7 310
Marie-Ève Dumas	Services de révision linguistique	15 000	5 302
Marketing Léger inc.	Services relatifs à la réalisation de sondage	7 250	7 250
Ricoh Canada inc.	Services informatiques	3 000	3 000
Ricoh Canada inc.	Services informatiques	12 880	0
SOM	Services relatifs à la réalisation de sondage	18 400	18 400
Vumetric Solutions inc.	Services informatiques	8 400	8 400

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et ces informations sont aussi disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/>.

Q-9 Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

- a) la liste des soumissions et le montant de chacune;
- b) la grille d'évaluation des soumissions;
- c) la justification du choix du soumissionnaire retenu et la justification de ce choix;
- d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat;
- e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.

PROJET – ÉLABORATION D'UN MODÈLE D'OPTIMISATION TIMES POUR LES PROJECTIONS D'ÉMISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE AU QUÉBEC (S210026508)

Soumissionnaire

1. Esmia Consultants inc.

Soumissionnaire retenu : Esmia Consultants inc.

Prix : 325 000 \$

PROJET – MOBILIER DE BUREAU POUR LE MFQ – LOT 1 – MOBILIER ET CLASSEURS MÉTALIQUES (S210026627)

Soumissionnaires

1. Teknion Roy & Breton
2. Artopex
3. Consulis
4. Bureautique Côte Sud inc.

Soumissionnaire retenu : Teknion Roy & Breton

Prix : 961 334 \$

PROJET – MOBILIER DE BUREAU POUR LE MFQ – LOT 2 – CHAISES (S210026627)

Soumissionnaires

2. Artopex
3. Groupe KSA inc.
4. Industries Rouillard
5. Bureautique Côte Sud inc.

Soumissionnaire retenu : Artopex

Prix : 112 761 \$

PROJET – MOBILIER DE BUREAU POUR LE MFQ – LOT 3 – TABLES ET FAUTEUILS (S210026627)

Soumissionnaires

1. Artopex
2. Bureautique Côte Sud inc.

Soumissionnaire retenu : Artopex

Prix : 30 599 \$

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

Q-10 Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2019-2020 :

- a) liste de toutes les ressources œuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement;
- b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégories (incluant la masse salariale);
- c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants;
- d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé;
- e) une description de son mandat;
- f) la date de début de son contrat;
- g) la date prévue de fin de son contrat;
- h) sa rémunération annuelle.

Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

Q-11 Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques initié pour l'exercice financier 2019-2020, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :

- a) le nom du projet;
- b) la nature du projet;
- c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);
- d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;
- e) les plus récentes évaluations du coût du projet;
- f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;
- g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet;
- h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;
- i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;
- j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet;
- k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère :
 - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants;
- l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics;
- m) nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI.

PROJETS INITIÉS EN 2019-2020

Nom du projet :	Outil de modélisation financière
Nature du projet	Développement informatique
Montant initialement prévu	169,0 k\$
Coûts 2019-2020	152,5 k\$
% de réalisation en date du 31 mars 2020	100 %
Étude d'opportunité pour logiciel libre	Non applicable
Pénalités appliquées à des sous-traitants	Aucune pénalité

Nom du projet :	Remplacement du système de gestion centralisée des droits d'accès et des renseignements sur les entités
Nature du projet	Développement informatique
Montant initialement prévu	339,0 k\$
Coûts 2019-2020	71,2 k\$
% de réalisation en date du 31 mars 2020	21 %
Étude d'opportunité pour logiciel libre	Non applicable
Pénalités appliquées à des sous-traitants	Aucune pénalité

De l'information sur les projets informatiques de plus de 100 000 \$ est également disponible sur le site Internet du Tableau de bord en ressources informationnelles à l'adresse suivante : <https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca/tableau-de-bord/>.

Q-12 Pour chaque projet de développement informatique en infonuagique, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :

- a) le nom du projet;
- b) la nature du projet;
- c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);
- d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;
- e) les plus récentes évaluations du coût du projet;
- f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;
- g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet;
- h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;
- i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;
- j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet;
- k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère :
 - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants.
- l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique-cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics.

Veillez référer à la réponse de la question 11 des Renseignements généraux.

Q-13 De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2019-2020 (et la ventilation pour chaque mois), de chacune des dépenses suivantes :

- a) la photocopie;
- b) le mobilier de bureau;
- c) l'ameublement;
- d) la décoration et l'embellissement;
- e) le distributeur d'eau de source;
- f) le remboursement des frais de transport;
- g) le remboursement des frais d'hébergement;
- h) le remboursement des frais de repas;
- i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;
- j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :
 - I. a) au Québec;
 - II. b) à l'extérieur du Québec.

Dépenses	Total (en \$)
Photocopies	129 484
Mobilier de bureau et ameublement	225 436
Décoration et l'embellissement	—
Distributeurs d'eau de source	—
Frais de transport	196 701
Frais d'hébergement	192 752
Frais de repas	43 085
Retraités et 25 ans de service	3 141
Budget Assemblée Nationale	12 790
Dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et à toute session de type perfectionnement ⁽¹⁾	
— au Québec	294 050
— à l'extérieur du Québec	895
	<u>294 945</u>

(1) Excluant les frais de déplacements mentionnés à la rubrique précédente.

Les coûts reliés aux bureaux de circonscription sont régis par le *Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinets et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien* de l'Assemblée nationale.

Q-14 De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant pour 2019-2020, ventilé par mois, de chaque dépense reliée à la téléphonie :

- a) le nombre de téléphones cellulaires utilisés; ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil;
- b) le nombre de tablettes électroniques utilisées ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil;
- c) les coûts d'acquisition des appareils;
- d) le coût d'utilisation des appareils;
- e) le coût des contrats téléphoniques;
- f) les noms des fournisseurs;
- g) le nombre de minutes utilisées;
- h) le coût des frais d'itinérance et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet; le ministère ou l'organisme;
- i) le coût lié aux dépassements des forfaits de données et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet; le ministère ou l'organisme;
- j) les coûts de résiliation, s'il y a lieu.
- k) le nombre d'ordinateurs portables utilisés ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil.

TÉLÉPHONES CELLULAIRES ET INTELLIGENTS, ORDINATEURS PORTABLES HYBRIDES ET TABLETTES ÉLECTRONIQUES

Objet	Total
Coût d'acquisition des appareils	10 797 \$
Coût d'utilisation (incluant les frais d'itinérance et de dépassement de données, s'il y a lieu)	1 381 \$
Coût des contrats téléphoniques	60 513 \$
Coût de résiliation	—

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (**art. 4 paragraphe 25**) au lien Internet suivant :

http://www.finances.gouv.qc.ca/fr/Acces_a_linformation554.asp

Q-15 Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) :

- a) pour l'année 2019-2020 ainsi que les prévisions pour 2020-2021, le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et plus;
- b) pour l'année 2019-2020 ainsi que les prévisions pour 2020-2021, le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et moins;
- c) pour l'année 2019-2020 ainsi que les prévisions pour 2020-2021, le nombre total de jours de maladie pris par le personnel;
- d) pour l'année 2019-2020 ainsi que les prévisions pour 2020-2021, le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;
- e) pour l'année 2019-2020 ainsi que les prévisions pour 2020-2021, le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.) :
 - le coût moyen par employé, selon la classe de travail.
- f) pour l'année 2019-2020 ainsi que les prévisions pour 2020-2021, le nombre total de jours de vacances pris par le personnel;
- g) pour l'année 2019-2020 ainsi que les prévisions pour 2020-2021, le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;
- h) pour l'année 2019-2020 ainsi que les prévisions pour 2020-2021, le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique;
- i) pour l'année 2019-2020 ainsi que les prévisions pour 2020-2021, le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers;
- j) pour l'année 2019-2020 ainsi que les prévisions pour 2020-2021, l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);
- k) pour l'année 2019-2020 ainsi que les prévisions pour 2020-2021, l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;
- l) pour l'année 2019-2020 ainsi que les prévisions pour 2020-2021, le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;
- m) pour l'année 2019-2020 ainsi que les prévisions pour 2020-2021, le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (le centre principal de direction et chacune des régions);
- n) pour les trois dernières années ainsi que les prévisions pour 2020-2021, le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires;

- o) pour l'année 2019-2020 ainsi que les prévisions pour 2020-2021, le nombre d'employés permanents et temporaires;
- p) pour l'année 2019-2020 ainsi que les prévisions pour 2020-2021, le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ;
- q) pour l'année 2019-2020 ainsi que les prévisions pour 2020-2021, le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi;
- r) pour l'année 2019-2020 ainsi que les prévisions pour 2020-2021, l'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs;
- s) pour l'année 2019-2020 ainsi que les prévisions pour 2020-2021, le nombre de postes vacants et le nombre d'ETC non comblés, ventilé par région.

RÉPONSE Q-15 :

a) et b) Le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi au 31 mars 2020 (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.)

Catégories	Hors cadres		Cadres		Professionnels		Pers. de bureau et techniciens		Ouvriers		Total	
	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%
Hommes de moins de 35 ans	-	-	1	0,2 %	59	10,4 %	3	0,5 %	-	-	63	11,1 %
Hommes de 35 ans ou plus	9	1,6 %	53	9,3 %	139	24,5 %	9	1,6 %	-	-	210	37,0 %
Total - Hommes	9	1,6 %	54	9,5 %	198	34,9 %	12	2,1 %	-	-	273	48,1 %
Femmes de moins de 35 ans	-	-	1	0,2 %	42	7,4 %	26	4,6 %	-	-	69	12,2 %
Femmes de 35 ans ou plus	2	0,3 %	21	3,7 %	154	27,2 %	48	8,5 %	-	-	225	39,7 %
Total - Femmes	2	,3 %	22	3,9 %	196	34,6 %	74	13,1 %	-	-	294	51,9 %
Total hommes + femmes	11	1,9 %	76	13,4 %	394	69,5 %	86	15,2 %	-	-	567	100 %
Total Hommes + Femmes Moins de 35 ans	-	-	2	0,3 %	101	17,8 %	29	5,1 %	-	-	132	23,3 %
Total Hommes + Femmes 35 ans et plus	11	1,9 %	74	13,1 %	293	51,7 %	57	10,1 %	-	-	435	76,7 %
Grand total	11	1,9 %	76	13,4 %	394	69,5 %	86	15,2 %	-	-	567	100 %
Personnes handicapées de moins de 35 ans	-	-	-	-	1	0,2 %	-	-	-	-	1	0,2 %
Personnes handicapées de 35 ans et plus	1	0,2 %	-	-	3	0,5 %	-	-	-	-	4	0,7 %
Total	1	0,2 %	-	-	4	0,7 %	-	-	-	-	5	0,9 %
Anglophones de moins de 35 ans	-	-	-	-	1	0,2 %	-	-	-	-	1	0,2 %
Anglophones de 35 ans et plus	-	-	-	-	1	0,2 %	-	-	-	-	1	0,2 %
Total	-	-	-	-	2	0,4 %	-	-	-	-	2	0,4 %
Autochtones de moins de 35 ans	-	-	-	-	1	0,2 %	-	-	-	-	1	0,2 %
Autochtones de 35 ans et plus	-	-	1	0,2 %	1	0,2 %	-	-	-	-	2	0,4 %
Total	-	-	1	0,2 %	2	0,4 %	-	-	-	-	3	0,6 %
Communautés culturelles de moins de 35 ans	-	-	-	-	10	1,8 %	1	0,2 %	-	-	11	2 %
Communautés culturelles de plus de 35 ans	-	-	3	0,5 %	34	6 %	6	1 %	-	-	43	7,5 %
Total	-	-	3	0,5 %	44	7,8 %	7	1,2 %	-	-	54	9,5 %

Note : Employés réguliers assujettis à la Loi sur la fonction publique (LFP) L.R.Q., chapitre F-3.1.1 en place au 31 mars 2020, incluant le Fonds de financement.

RÉPONSE Q-15 :

c) Le nombre total de jours de maladie pris par le personnel en 2019-2020.

(Les données proviennent du rapport EI de SAGIR et incluent les assurances-salaire)

Catégorie de personnel	Nombre de jours de maladie du 1 ^{er} avril 2019 au 31 mars 2020
Cadres et TES ¹	267,3
Professionnels	3846,9
Pers. de bureau et techniciens	1051,9
Autre catégorie ²	-
Total	5166,1

Note: Employés réguliers et occasionnels assujettis à la LFP, incluant le Fonds de financement.

d) Le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congés de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus en 2019-2020.

Catégorie de personnel	Moins de 10 jours	10 à 50 jours	50 à 100 jours	100 jours et plus
Cadres et TES ¹	8	23	30	26
Professionnels	119	170	77	47
Pers. de bureau et techniciens	41	39	9	2
Ouvriers	-	-	-	-
Autre catégorie ²	35	-	-	-
Total	203	232	116	75

Note: Employés réguliers, occasionnels, étudiants et stagiaires assujettis à la LFP, incluant le Fonds de financement.

e) Le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires en 2019-2020 (argent, vacances, etc.)

(Données fournies par le SAGIP en date du 13 mars 2020).

Catégorie de personnel	Nombre d'heures de travail effectuées	Compensées		Payées	
		Nombre d'heures de travail compensées	Montant des heures compensées	Nombre d'heures de travail payées	Montant des heures payées
Professionnels	17 370	6 184	269 844 \$	11 186	631 029 \$
Pers. Bureau et techniciens	3 302	1 293	32 242 \$	2 010	77 817 \$
Ouvriers	-	-	-	-	-
Autre catégorie ²	33	2	30 \$	31	860 \$
Total	20 705	7 479	302 116 \$	13 227	709 706 \$

Note: Employés réguliers, occasionnels, étudiants et stagiaires assujettis à la LFP, incluant le Fonds de financement.

¹ Titulaires d'emploi supérieur (TES).

² Les gens classés dans « Autre catégorie » sont des étudiants et stagiaires.

RÉPONSE Q-15 :

f) Le nombre total de jours de vacances pris par le personnel en 2019-2020.

Jours de vacances													
Catégorie de personnel	Avril	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Janv.	Fév.	Mars	Total
Cadres et TES ¹	36,5	62	57,5	415,5	628	74	56	20,5	163,5	10,5	34,5	38,5	1 694
Professionnels	335,2	414,3	587,6	1 719,7	2 676	518,9	227,8	142,3	417,4	355,8	176,1	237,1	7 808,4
Pers. de bureau, techniciens et ouvriers	29,3	106,4	153	388,7	449,3	124,6	57,5	47,5	119,3	118,6	54,5	34,4	1 683,1
Total	401	582,7	798,1	2 523,9	3 753,3	717,5	341,3	210,3	700,2	581,9	265,1	310	11185,5

Note : Employés réguliers et occasionnels assujettis à la LFP, incluant les Fonds de financement.

g) Le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus en 2019-2020 par catégorie d'emploi.

Moins de 10 jours	10 à 50 jours	50 à 100 jours	100 jours et plus
457	158	8	3

Note: Employés réguliers, occasionnels, étudiants et stagiaires assujettis à la LFP, incluant le Fonds de financement.

h) Le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique en 2019-2020 (jusqu'au 31 mars 2020).

Cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

i) Le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers.

En ce qui a trait à l'information recherchée concernant la liste du personnel, par catégorie d'emploi, qui reçoit une rémunération et une prestation de retraite d'un régime de retraite, nous vous informons que ces renseignements renferment des renseignements personnels confidentiels au sens de l'article 54 de la Loi sur l'accès. Le paragraphe 1^o de l'article 53 ainsi que le premier alinéa de l'article 59 de cette loi nous obligent à refuser de donner accès à ces renseignements. Par ailleurs, l'amalgame des renseignements recherchés n'a pas un caractère public conformément à l'article 57 de la Loi sur l'accès.

¹ Titulaires d'emploi supérieur (TES).

² Les gens classés dans « Autre catégorie » sont des étudiants et stagiaires.

RÉPONSE Q-15 :

j) L'évolution des effectifs réguliers par catégories d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions).

Effectifs réguliers par catégorie d'emploi 2019-2020		
Catégorie de personnel	Capitale nationale	Montréal
Hors cadres (TES) ¹	11	-
Cadres	75	1
Professionnels	391	3
Personnel de bureau et techniciens	85	1
Ouvriers	-	-
Total	562	5

Note : Employés réguliers assujettis à la LFP, incluant le Fonds de financement.

k) L'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir.

Niveau expert	Niveau émérite	Total
135	19	154

Note : Employés réguliers et occasionnels assujettis à la LFP, incluant le Fonds de financement.

l) Le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie.

Années	Nombre d'employés
2019-2020	5

Note : Employés réguliers assujettis à la LFP, incluant le Fonds de financement.

m) Le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (le centre principal de direction et chacune des régions).

Catégorie de personnel	Capitale nationale	Montréal
Hors cadres (TES)¹		
2019-2020	11	-
Cadres		
2019-2020	88	1
Professionnels		
2019-2020	494	4
Personnel de bureau et techniciens		
2019-2020	109	1
Ouvriers		
2019-2020	1	-

Note : Nombre de postes occupés ou vacants incluant le Fonds de financement. Le nombre de postes est supérieur à la cible du SCT en raison du taux de roulement et des délais de comblement.

n) Le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

¹ Titulaires d'emploi supérieur (TES).

RÉPONSE Q-15 :

o) Le nombre d'employés permanents et temporaires.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

p) Le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

q) Le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi.

Le ministère n'a aboli aucun poste en 2019-2020 et le ministère a respecté sa cible d'effectif.

r) L'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

s) Le nombre de postes vacants.

En date du 1^{er} mars 2020, on dénombre 17 postes vacants uniquement, à Québec.

Note : Nombre de postes vacants, incluant le Fonds de financement.

Q-16 Pour chaque ministère et organismes, par direction, pour l'année 2019-2020 et les prévisions pour l'année 2020-2021 :

- a) le nombre de départs à la retraite, incluant le total et la ventilation des indemnités versées ou estimées;
- b) le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines;
- c) le nombre de départs à la retraite prévus pour 2020-2021 et les indemnités de retraite qui seront versées;
- d) le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.

a) Le nombre de départs à la retraite, incluant le total et la ventilation des indemnités versées

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

b) Le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines

10 remplacements pour 12 départs à la retraite.

c) Le nombre de départs à la retraite prévus pour 2019-2020 et 2020-2021 et les indemnités de retraite qui seront versées

Veuillez référer à la réponse de la question 16 a).

d) Le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats

Le Ministère a octroyé un contrat à une personne retraitée pour une durée temporaire.

Q-17 Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2019-2020 en indiquant pour chacun d'eux :

- a) l'emplacement de la location;
- b) la superficie totale pour chaque local loué;
- c) la superficie totale réellement occupée;
- d) la superficie inoccupée;
- e) le coût de location au mètre carré;
- f) le coût total de ladite location;
- g) les coûts d'aménagement, de rénovations réalisées depuis le 1^{er} avril 2011, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
- h) la durée du bail;
- i) le propriétaire de l'espace loué;
- j) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant;
- k) s'il s'agit d'un renouvellement de bail ou d'un bail concernant une nouvelle adresse.

À compter du 1^{er} décembre 2019, des travaux de réfection majeurs ont été entrepris au 12, rue Saint-Louis à Québec par la SQI pour une période d'environ quatre ans. Les occupants de cet édifice ont été relocalisés au 390, boulevard Charest Est, Québec (Québec) G1K 3H4.

**ÉDIFICE GÉRARD D. LÉVESQUE, 12, rue Saint-Louis
Québec (Québec) G1R 5L3**

Superficie louée	12 705 m ²
Coût annuel de location	3 344 617 \$
Durée du bail	Depuis le 1 ^{er} avril 1987 au 30 novembre 2019
Propriétaire de l'espace loué	Société québécoise des infrastructures (SQI)
Coûts d'aménagement	0 \$

**ÉDIFICE 390, boulevard Charest Est
Québec (Québec) G1K 3H4**

Superficie louée	5 614 m ²
Coût annuel de location	3 344 617 \$
Durée du bail	Depuis le 1 ^{er} décembre 2019
Propriétaire de l'espace loué	Groupe Mach inc.
Coûts d'aménagement	1 448 629 \$

**ÉDIFICE MARIE-GUYART, 1058, rue Louis-Alexandre-Taschereau
Québec (Québec) G1R 5A1**

Superficie louée	5 283 m ²
Coût annuel de location	1 112 228 \$
Durée du bail	Depuis le 1 ^{er} mai 1986
Propriétaire de l'espace loué	Société québécoise des infrastructures (SQI)
Coûts d'aménagement	118 036 \$

**ÉDIFICE THAÏS-LACOSTE-FRÉMONT, 8, rue Cook
Québec (Québec) G1R 4J3**

Superficie louée	6 147 m ²
Coût annuel de location	1 498 523 \$
Durée du bail	Depuis le 1 ^{er} juillet 1991
Propriétaire de l'espace loué	Société québécoise des infrastructures (SQI)
Coûts d'aménagement	75 081 \$

Q-17 Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2019-2020 en indiquant pour chacun d'eux :

- a) l'emplacement de la location;
- b) la superficie totale pour chaque local loué;
- c) la superficie totale réellement occupée;
- d) la superficie inoccupée;
- e) le coût de location au mètre carré;
- f) le coût total de ladite location;
- g) les coûts d'aménagement, de rénovations réalisées depuis le 1er avril 2011, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
- h) la durée du bail;
- i) le propriétaire de l'espace loué;
- j) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant;
- k) s'il s'agit d'un renouvellement de bail ou d'un bail concernant une nouvelle adresse.

**CENTRE DE COMMERCE MONDIAL DE MONTRÉAL, 380, rue Saint-Antoine Ouest
Montréal (Québec) H2Y 3X7**

Superficie louée	819 m ²
Coût annuel de location	329 496 \$
Durée du bail	Depuis le 8 avril 1992
Propriétaire de l'espace loué	Ivanhoé Cambridge Caisse de dépôt et placement du Québec
Coûts d'aménagement	5 888 \$

L'information fournie en réponse à l'emplacement de la location, à la superficie totale pour chaque local loué, le coût total de ladite location et le propriétaire de l'espace loué est disponible dans les informations diffusées sur une base annuelle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (**art. 4 paragraphe 27**) au lien Internet suivant :
http://www.finances.gouv.qc.ca/fr/Acces_a_linformation556.asp

Q-18 Pour la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2019-2020, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant :

- a) les dates des travaux;
- b) les coûts;
- c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.

Ces coûts sont inclus à la réponse de la question 17 des Renseignements généraux.

L'information fournie inclut les cabinets ministériels. Les coûts reliés aux bureaux de circonscription sont régis par le *Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinets et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale.*

Q-19 De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2019-2020, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant :

- a) les dates des travaux;
- b) les coûts;
- c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.

Veillez référer à la réponse de la question 18 des Renseignements généraux.

Q-20 Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2019-2020, en indiquant pour chaque individu :

- a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant;
- b) le titre de la fonction;
- c) l'adresse du port d'attache;
- d) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;
- e) la prime de départ versée, le cas échéant;
- f) le montant total et la ventilation des primes ou bonis reçus;
- g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;
- h) la description de tâches;
- i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2019-2020;
- j) le nombre total d'employés au cabinet;
- k) la masse salariale totale par cabinet pour 2019-2020;
- l) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée;
- m) s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : *Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre* et *Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État*.

CABINET DU MINISTRE DES FINANCES – ERIC GIRARD

Nom	Prénom	Description de tâches	Port d'attache
Beaudry-Campeau	Fanny	Attachée politique	Montréal
Brisson-Morin	Marjorie	Employée de soutien	Québec
Charest	Véronik	Attachée politique	Montréal
Dolbec	Denis	Directeur de cabinet	Montréal
Fortin	Vickie	Attachée politique	Québec
Fournier	Jean-Philippe	Attaché politique	Montréal
Gagné	Steve	Attaché politique	Sainte-Thérèse
Godin	Andrée	Attachée politique	Sainte-Thérèse
Gougeon	Philippe	Directeur de cabinet adjoint	Montréal
Pearson	Claudine	Attachée politique	Montréal
Pelletier-Dubé	Louis-Alexis	Attaché politique	Québec
Sonet	Samantha	Employée de soutien	Québec

Période	Masse salariale autorisée ⁽¹⁾
Du 1 ^{er} avril 2019 au 31 mars 2020	1 000 000 \$

(CT 220126 daté du 13 novembre 2018)

(1) Ce montant englobe la masse salariale des membres du personnel de cabinet du ministre des Finances et du ministre responsable de Revenu Québec.

Q-21 Liste des sommes d'argent versées en 2019-2020, par mois, à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

- a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne;
- b) la circonscription électorale;
- c) le montant attribué;
- d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 26)* au lien Internet suivant :
http://www.finances.gouv.qc.ca/fr/Acces_a_linformation555.asp.

Q-22 Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :

- a) le nom de la personne;
- b) le poste occupé;
- c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
- d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle;
- e) la date de l'assignation hors structure;
- f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu;
- g) les prévisions pour 2020-2021.

Aucune personne hors structure rémunérée par le ministère.

Q-23 Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant :

- a) le poste initial;
- b) le salaire;
- c) le poste actuel, s'il y a lieu;
- d) la date de la mise en disponibilité;
- e) les prévisions pour 2020-2021.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Q-24 Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2019-2020, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant :

- a) par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.);
- b) par catégorie d'âge;
- c) prévisions pour 2020-2021.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Q-25 Pour chaque ministère et organisme depuis cinq ans, fournir le nombre de postes abolis par catégorie d'emploi, leur port d'attache (par exemple dans un bureau régional) ainsi que les prévisions pour 2020-2021.

Le Ministère n'a aboli aucun poste en 2019-2020, il a respecté la cible d'effectif.

Q-26 Pour chaque ministère et organisme, liste des bureaux régionaux et de l'effectif étant rattaché, par catégorie d'emploi, à chacun de ces bureaux. Présenter l'évolution depuis cinq ans, ainsi que les prévisions pour 2020-2021, par mission.

Veillez référer à la réponse de la question 15 j) des Renseignements généraux.

Q-27 Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant :

- a) le nom de la personne;
- b) le poste occupé et le nom de l'organisme;
- c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
- d) l'assignation initiale;
- e) l'assignation actuelle;
- f) la date de l'assignation hors structure;
- g) la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).

- a) le nom de la personne : Stéphane Mercier
- b) le poste occupé et le nom de l'organisme : Administrateur d'État II
au Secrétariat aux emplois supérieurs
- c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant : 197 303 \$
- d) l'assignation initiale : Voir b)
- e) l'assignation actuelle : Voir b)
- f) la date de l'assignation hors structure : 3 avril 2018
- g) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu : Aucune

Q-28 Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2019-2020, en précisant pour chaque abonnement :

- a) le coût de chacun;
- b) le fournisseur;
- c) la nature du service.

Ventiler le montant total par catégories.

Quantité	Nom fournisseur	Description	Montant (en \$ CAD)
1	Boostalab	Boostalab pro	139
1	Carswell, une division de Thomson Reuters	Taxnet pro Qué & fed consumption tax library	2 775
1 ¹	Cision Ltd.	Eureka.CC	9 136
1	Communication Arts	Communication Arts	94
1	Consensus Economics inc.	Asia Pacific Consensus Forecasts	1 034
1	Consensus Economics inc.	Consensus forecasts	4 722
1	Consensus Economics inc.	Energy & Metals Consensus Forecasts	1 248
1	Consensus Economics inc.	Foreign Exchange Consensus Forecasts	4 657
1	Courrier international	Courrier international	107
7	CPA – Comptables professionnels agréés du Canada	Collection Normes et recommandations de CPA Canada	1 225
4	CPA – Comptables professionnels agréés du Canada	Collection Normes et recommandations de CPA Canada Member Knotia	820
1	CPA – Comptables professionnels agréés du Canada	CPA Canada Standards and Guidance Collection member Knotia	205
1	CPA – Comptables professionnels agréés du Canada	Guide des missions professionnelles (GMP) Knotia	355
12	CPA – Comptables professionnels agréés du Canada	Manuel de CPA Canada- Comptabilité pour le secteur public	1 380
5	De Marque Inc.	Petit Robert en ligne (Le)	300
1	Devoir inc. (Le)	Devoir (Le)	280
1	Dow Jones (Wall Street Journal)	Wall Street Journal Digital Plus	1 198
2	Economist (The)	Economist (The)	395
1	Éditions Jewel	Bankruptcy of corporations	162
1	Éditions Juridiques FD inc. (Les)	Droit des compagnies annoté & lois connexes [valeurs mobilières]	138

¹ Abonnement pour 2 comptes utilisateurs.

Q-28 Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2019-2020, en précisant pour chaque abonnement :

- a) le coût de chacun;
- b) le fournisseur;
- c) la nature du service.

Ventiler le montant total par catégories.

Quantité	Nom fournisseur	Description	Montant (en \$ CAD)
1	Éditions Larivière	Micro Pratique	240
6	Éditions Wilson & Lafleur inc. (Les)	Code civil du Québec	512
1	Éditions Wilson & Lafleur inc. (Les)	Code criminel	87
3	Éditions Wilson & Lafleur inc. (Les)	Code de procédure civile	256
1	Éditions Wilson & Lafleur inc. (Les)	Corporation sans but lucratif au Québec (La)	260
1	Éditions Wilson & Lafleur inc. (Les)	Droit des affaires	87
1	Éditions Wilson & Lafleur inc. (Les)	Sociétés par actions au Québec	725
1	Éditions Yvon Blais inc. (Les)	Accès à l'information – Loi annotée, jurisprudence, analyse et commentaires	160
1	Éditions Yvon Blais inc. (Les)	Faillite et insolvabilité : une perspective québécoise de la jurisprudence canadienne	343
1	Éditions Yvon Blais inc. (Les)	Loi sociétés par actions du Québec	280
1	Éditions Yvon Blais inc. (Les)	Tribunaux administratifs du Québec	264
1 ²	Euromoney Trading Limited	International Financial Law Review	8 639
1	Fédération des Chambres immobilières du Québec	Série chronologique	288
4	Financial Times Ltd	Financial Times.com	2 385
1	Fondation canadienne de fiscalité	Taxfind online subscription	1 017
1 ³	Gaudet Éditeur Itée	Infobases Lois et règlement du Canada	1 829
1 ⁴	Gaudet Éditeur Itée	Infobases lois et règlements du Québec	8 266
1	Globe and Mail (The)	Globe and Mail (The)	545
1	HAR, Harvard Business Publishing	Harvard Business Review	214
1	Hautes études commerciales – HEC Montréal	Revue Gestion	59

² Abonnement pour 2 ans.

³ Abonnement pour un maximum de 3 utilisateurs simultanés.

⁴ Abonnement pour un maximum de 8 utilisateurs simultanés.

Q-28 Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2019-2020, en précisant pour chaque abonnement :

- a) le coût de chacun;
- b) le fournisseur;
- c) la nature du service.

Ventiler le montant total par catégories.

Quantité	Nom fournisseur	Description	Montant (en \$ CAD)
1	IBFD Publications inc.	IBFD Journal Articles – VAT	1 470
1	IBFD Publications inc.	Value Added Taxation in Europe (online)	1 549
1	Infopro Digital	Risk.Net Premium	5 687
1	John Wiley & Sons Inc.	Journal of Finance (The)	707
1	Messageries Dynamiques	Journal de Québec (Le)	206
2 ⁵	Newspaper Direct	Press Reader	3 293
2	New York Times Digital	New York Times	764
1	Portail de l'assurance	Portail de l'assurance - Niveau Pro	50
1	Publications du Québec	Convention de la Baie James et du Nord québécois et conventions complémentaires (en ligne)	90
1	Publications du Québec	Tableau des modifications et Index sommaire	70
1	Revue l'Actualité	Actualité (L')	40
1	Rosenberg Research and Associates	Breakfast with Dave	1 000
1	Soleil (Le)	Soleil (Le)	345
1 ⁶	SOQUIJ	Express Travail (L')	700
1	Statistique Canada	Données sur heures travaillées	454
3	SurveyMonkey	SurveyMonkey	2 291
1	Thomson Reuters	Banking & finance Law Review	185
1	Thomson Reuters	Loi sur la fiscalité municipale annotée	200
1	Université Laval	Cahiers de droit (Les)	160
1	Université Laval	Revue assurances et gestion des risques	151

⁵ Abonnements pour un maximum de 14 utilisateurs.

⁶ Abonnement pour un maximum de 4 utilisateurs.

Q-28 Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2019-2020, en précisant pour chaque abonnement :

- a) le coût de chacun;
- b) le fournisseur;
- c) la nature du service.

Ventiler le montant total par catégories.

Quantité	Nom fournisseur	Description	Montant (en \$ CAD)
1 ⁷	Wolters Kluwer	Canadian Goods and services tax reporter	1 881
1 ⁸	Wolters Kluwer	Canadian Tax Library Plan with Tax Window Library & Tax Cases Archival	12 248
1 ⁹	Wolters Kluwer	Collection APFF combo Impôt et taxes planification financière, retraite et succession	3 148
1 ¹⁰	Wolters Kluwer	Collection fiscale, impôts	6 857
1 ¹¹	Wolters Kluwer	Collection fiscale du Québec, Taxes à la consommation	1 870
1 ¹²	Wolters Kluwer	Guide fiscal CCH intégrée à la collection fiscale	620
1	Wolters Kluwer	Jurisprudence fiscale québécoise SOQUIJ	981
1 ¹³	Wolters Kluwer	Provincial Tax reports all provinces - Internet	4 804

⁷ Licence pour un maximum de 3 utilisateurs.

⁸ Licence pour un maximum de 7 utilisateurs.

⁹ Licence pour un maximum de 5 utilisateurs.

¹⁰ Licence pour un maximum de 8 utilisateurs.

¹¹ Licence pour un maximum de 3 utilisateurs.

¹² Licence pour un maximum de 2 utilisateurs.

¹³ Licence pour un maximum de 2 utilisateurs.

Q-29 Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du cabinet ministériel en 2019-2020, en précisant pour chaque abonnement :

- a) le coût de chacun;
- b) le fournisseur;
- c) la nature du service.

Ventiler le montant total par catégories.

Veillez référer à la réponse de la question 28 des Renseignements généraux.

Q-30 Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, de billets de spectacles ou d'événements sportifs et culturels, les billets d'événements et de conférences organisées par les chambres de commerce, pour la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.

Une somme de 249 \$ a été déboursée par le cabinet ministériel pour la participation à trois activités organisées par la Chambre de commerce et d'industrie de Laval.

Q-31 Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce, depuis l'existence du site :

- a) le nom du site Web;
- b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;
- c) les coûts de construction du site;
- d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
- e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
- f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilée par section et/ou page du site (nombre de « hits »);
- g) la fréquence moyenne de mise à jour;
- h) le responsable du contenu sur le site;
- i) les noms de domaines réservés;
- j) les coûts liés à la réservation de noms de domaines.

<p><u>SITE INTERNET DU MINISTÈRE DES FINANCES</u> www.finances.gouv.qc.ca Inclut aussi le site <u>BUDGET</u> www.budget.finances.gouv.qc.ca</p>

- b) Firme ou professionnel ayant conçu le site**
2000-2001
Néomédia (intégration multimédia) et Matteau Parent (conception graphique).

- c) Coûts de construction du site**
2000-2001 : 18 044 \$ (Néomédia : 4 710 \$ et Matteau Parent : 13 334 \$).

d) Coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour

Description	Dépenses 2019-2020
Infrastructure et maintien de l'environnement	1 200 \$
Sécurité entourant la mise en ligne du budget	800 \$
Hébergement annuel (<i>cloud</i>) et DNS	3 096 \$
Total	5 096 \$

- e) Coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement)**
2006 – Réalisation à l'interne. Aucune refonte depuis 2006.

- f) Fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites (nombre de « hits »)**
Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

- g) Fréquence moyenne de mise à jour**
Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

- h) Responsable du contenu du site**
Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

- i) Noms de domaines réservés**
Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

- j) Coûts liés à la réservation de noms de domaines**
132 \$ par année.

Q-31 Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels) –(suite)

**SITE INTERNET DE LA SOCIÉTÉ DE FINANCEMENT
DES INFRASTRUCTURES LOCALES (SOFIL)**

www.sofil.gouv.qc.ca

b) Firme ou professionnel ayant conçu le site
2007 – Réalisation à l'interne.

c) Coûts de construction du site
Aucun.

d) Coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour

Description	Dépenses 2019-2020
Hébergement du site (CSPQ)	300 \$
DNS (11 \$/mois)	132 \$
Total	432 \$

e) Coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement)
Aucun.

f) Fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites (nombre de « hits »)
Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

g) Fréquence moyenne de mise à jour
Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

h) Responsable du contenu du site
Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

i) Noms de domaines réservés
Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

j) Coûts liés à la réservation de noms de domaines
132 \$ par année.

Q-31 Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels) –(suite)

SITE INTERNET D'ÉPARGNE PLACEMENTS QUÉBEC

www.epq.gouv.qc.ca

b) Firme ou professionnel ayant conçu le site
IBM.

c) Coûts de construction du site
Les coûts de construction du site en 1999 ont été de 212 587 \$ selon les informations disponibles.

d) Coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour

Description	Dépenses 2019-2020
Hébergement et entretien (main-d'œuvre seulement)	6 870 \$
Sécurité (main-d'œuvre seulement)	0 \$
Total	6 870 \$

e) Coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement)

Le site a été modernisé de façon un peu plus importante en 2018-2019 afin de mieux supporter les appareils mobiles de plus en plus utilisés par nos clients (site adaptatif). Le coût de la modernisation a été de 45 917 \$.

f) Fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites (nombre de « hits »)

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

g) Fréquence moyenne de mise à jour

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

h) Responsable du contenu du site

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

i) Noms de domaines réservés

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

j) Coûts liés à la réservation de noms de domaines

132 \$ par année.

Q-32 Nominations, pour 2019-2020, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée :

- a) la liste;
- b) le nom de la personne;
- c) les mandats de chacune de ces personnes;
- d) le détail des contrats octroyés pour chaque mandat;
- e) le résultat du travail effectué;
- f) les échéances prévues;
- g) les sommes impliquées.

Veillez référer à la réponse de la question 8 des Renseignements généraux.

Q-33 Pour 2019-2020, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en précisant :

- a) les régions et les villes visitées;
- b) les personnes rencontrées;
- c) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants;
- d) les raisons du déplacement;
- e) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
- f) les coûts ventilés;
- g) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.

Aucune visite ou rencontre ministérielle et sous-ministérielle.

Q-34 La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2019-2020 :

- a) le détail des mandats;
- b) le coût (déplacements, etc.);
- c) le nombre de ressources affectées;
- d) le nombre de rencontres;
- e) le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre;
- f) l'objet;
- g) les dates.

b) le coût (déplacements, etc.)

Nous n'avons aucune dépense pour les adjoints parlementaires en 2019-2020.

Pour les autres sous-questions, elles semblent non pertinentes à l'étude des crédits.

Q-35 Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Q-36 La liste des ententes et leur nature, signées en 2019-2020 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la *Loi sur le ministère du Conseil exécutif* ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Québec aux relations canadiennes, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Q-37 Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2019-2020 et les prévisions pour 2020-2021.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Q-38 L'inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2020-2021.

*L'information concernant la Politique de financement des services publics sera présentée au **Rapport annuel 2019-2020** des ministères et organismes.*

Q-39 Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2019-2020 demandé par le Secrétariat du Conseil du trésor, et confirmé par le gouvernement en janvier 2020 pour 2020-2021.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Q-40 Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2019-2020, ainsi que les prévisions pour 2020-2021, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, entente ou autre, les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.

ALLOCATIONS PRÉVUES EN 2019-2020

(en milliers de dollars)

	2019-2020
Gouvernement fédéral – Fonds de la taxe sur l'essence	999 811

Note : L'allocation prévue en 2019-2020 tient compte d'un versement de 504 041 000 \$ lié à une bonification ponctuelle du Fonds de la taxe sur l'essence (annonce du budget fédéral de mars 2019).

INVESTISSEMENTS ESTIMÉS EN 2019-2020 – PART FÉDÉRALE

(en milliers de dollars)

	2019-2020^E
Infrastructures d'eau potable, d'eaux usées, de voirie locale et autres types d'infrastructures	283 136
Infrastructures de transport en commun	101 673
TOTAL	384 809

E : Estimé

Note : Pour 2019-2020, les investissements estimés seront inférieurs aux sommes reçues du Fonds de la taxe sur l'essence. Cette situation est notamment attribuable au fait que la bonification ponctuelle de 504,0 M\$ reçue du gouvernement fédéral est disponible pour des investissements municipaux sur la période allant de 2019-2020 à 2023-2024. Il existe donc un décalage entre les investissements réalisés et les sommes reçues dans une même année.

REVENUS DE LA COMPOSANTE QUÉBÉCOISE DU DROIT D'ACCISE SUR LA VENTE DE CANNABIS

(en milliers de dollars)

	2019-2020^E
Composante québécoise du droit d'accise sur la vente de cannabis	29 132
TOTAL	29 132

E : Estimé.

AFFECTATION DE LA COMPOSANTE QUÉBÉCOISE DU DROIT D'ACCISE SUR LA VENTE DE CANNABIS

(en milliers de dollars)

	2019-2020^E
Versement au Fonds des revenus provenant de la vente de cannabis	29 132
TOTAL	29 132

E : Estimé.

Q-41 Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2019-2020, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes au rendement et des bonis.

En 2019-2020, aucun boni n'a été accordé.

Q-42 Pour chaque cabinet ministériel, fournir pour l'année financière 2019-2020 le montant total des primes au rendement et des bonis versés au personnel de cabinet.

En 2019-2020, aucun boni ou autre rémunération variable fondé sur le rendement n'a été accordé au personnel de cabinet ministériel, et ce, conformément à la Directive concernant le recrutement, la nomination, la rémunération et les autres conditions de travail du personnel des cabinets de ministre.

Q-43 Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2019-2020, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.

Pour l'exercice financier 2019-2020, un montant total de 3 959 \$ a été versé pour l'ensemble du Ministère. Les indemnités de départ du personnel de cabinet sont incluses dans ce montant.

Q-44 Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2019-2020 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

Q-45 Pour 2019-2020, le nombre de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée. Pour chaque personne :

- a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;
- b) fournir la liste des salaires versés et préciser le montant total dépensé par le ministère ou l'organisme.

Il n'y a pas de cadre, de dirigeant ou de sous-ministre qui reçoit une rémunération sans exercer de fonction.

Q-46 Pour 2019-2020, le nombre de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions. Pour chaque personne :

- a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;
- b) fournir la liste des salaires versés.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Conseil exécutif pour tous les ministères et organismes.

Q-47 La liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2019-2020 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2020-2021. Pour chacun de ces programmes existants en 2019-2020, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2020-2021, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Q-48 Indiquer les nouvelles initiatives ou toutes majorations apportées à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Q-49 Nombre d'employés ou ETC affectés au Plan Nord en 2019-2020 et prévisions pour 2020-2021.

La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Q-50 Ventilation du budget du ministère consacré au Plan Nord pour 2019-2020 et prévisions pour 2020-2021.

La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Q-51 Nombre d'employés ou ETC affectés à la Stratégie maritime pour 2019-2020 et prévisions pour 2020-2021.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Transports du Québec, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Q-52 Ventilation du budget du ministère consacrée à la Stratégie maritime pour 2019-2020 et prévisions pour 2020-2021.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Transports du Québec, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Q-53 Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds vert.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Q-54 Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds des ressources naturelles/Fonds Énergie.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Q-55 Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds du Plan Nord.

La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Q-56 Les sommes allouées à l'externe pour tout type de service juridique et préciser la raison pour laquelle les services ont été traités à l'externe ainsi que les professionnels qui ont donné ces services.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Justice, et ce, pour tous les ministères en divulguant les informations accessibles au sujet des contrats de services juridiques autorisés par la ministre de la Justice durant l'année financière, en indiquant notamment les honoraires approuvés dans la gestion de ces contrats.

Q-57 Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) :

- a) la dépense totale (opération et capital);
- b) les grands dossiers en cours;
- c) le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques;
- d) préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI;
- e) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.

a) Dépense totale (opération et capital)

Extrait de la Programmation des investissements et des dépenses en ressources informationnelles 2019-2020 du Ministère

	Total (k\$)
Dépense	9 694,8
Investissement	1 000,0
Sous-total	10 694,8
C.T. Aménagement du site de relocalisation des employés – Équipements technologiques	300,0
C.T. Financement pour développer un modèle de projection des émissions de gaz à effet de serre	224,8
Total	11 219,6

	Total (k\$)
Rémunération	5 555,1
Ressources externes	1 564,6
Impartition auprès d'un autre organisme public	755,2
Impartition à l'externe	194,8
Acquisition	1 374,3
Autres frais	27,0
Réserve	1 748,6
Total	11 219,6

b) Grands dossiers en cours

Les informations sont disponibles au tableau de bord (site Internet - <https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca/>).

d) Nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

e) Nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques

Veillez référer à la réponse de la question 10 des Renseignements généraux.

Q-58 Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2019-2020, le montant total de la masse salariale en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Q-59 Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, etc.), fournir pour 2019-2020 le taux d'absentéisme en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Q-60 Pour chaque ministère et organisme, liste de tous les rapports (d'évaluation, de vérification, d'enquête ou autres), études, avis, analyses, etc., produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe en 2019-2020 en indiquant pour chacun :

- a) le sujet;
- b) la ou les raisons pour lesquelles il a été produit ou commandé;
- c) les coûts reliés à sa réalisation;
- d) le nom de l'organisme ou de la firme externe, s'il y a lieu.

Préciser, pour chacun, s'il découle d'une demande du ministre ou du cabinet ministériel.

Cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

Q-61 Pour chaque ministère et organisme public incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnelle en indiquant:

- a) la dépense totale relative au paiement des cotisations;
- b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation;
- c) la liste des employés, cadres, dirigeants, ministres et juges ayant bénéficié de cet avantage.

Dépense totale en 2019-2020

23 513 \$

Liste des associations, ordres ou corporations professionnels

Association des archivistes du Québec

Barreau du Québec

CFA Institute

Chambre des notaires

Groupe des responsables en analyse et en évaluation de programme (GRAEP)

Institut canadien des actuaires

Institut d'assurance du Canada

Institut des auditeurs internes

ISACA

Ordre des comptables professionnels agréés du Québec

Société des actuaires

Q-62 La liste de toute rencontre d'accueil de dignitaires étrangers en visite au Québec, de rencontres diplomatiques ou de sommets gouvernementaux, de grandes rencontres politiques et de négociations importantes, de toute nature, auxquelles a pris part le ministère ou organisme. Pour chaque rencontre, indiquer la date, la nature, et le lieu de la rencontre.

Cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

Q-63 Pour chaque rencontre d'accueil de dignitaires étrangers en visite au Québec, pour chaque rencontre diplomatique et sommet gouvernemental, pour chaque grande rencontre politique et négociation importante de toute nature auxquels prend part le gouvernement du Québec, indiquer :

- a) La date;
- b) La nature;
- c) Les participants;
- d) Si l'événement a eu lieu sur le territoire de la Capitale-Nationale, conformément à l'article 4 de la Charte de la Ville de Québec, capitale nationale du Québec.

Cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

Q-64 Pour tout sondage ou enquête d'opinion réalisés par le ministère ou l'organisme, indiquer :

- a) La date;
- b) La nature;
- c) Les questions posées;
- d) Les réponses;
- e) La firme retenue;
- f) Les coûts.

Veillez référer à la question 8 des Renseignements généraux.

Q-65 Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme dans le cadre de la Politique jeunesse du Québec en 2019-2020.

- Au budget 2020-2021, le gouvernement a annoncé un investissement de 3 M\$ pour la bonification des programmes de reconnaissance de Forces AVENIR concernant les projets de science et d'applications technologiques.
- Au budget 2019-2020, le gouvernement du Québec octroyait 6,9 M\$ en 2019-2020 afin de soutenir la Stratégie d'action jeunesse 2016-2021, soit :
 - 2,0 M\$ pour la bonification du programme Créneau carrefour jeunesse;
 - 0,2 M\$ pour le Financement du Carrefour jeunesse-emploi Nunavik pour la mise en œuvre du programme Créneau carrefour jeunesse;
 - 3,5 M\$ Investissement dans Place aux jeunes en région;
 - 1,0 M\$ Initiative québécoise en matière de créativité entrepreneuriale jeunesse en Francophonie;
 - 0,2 M\$ en soutien aux programmes de l'École d'entrepreneurship de Beauce.
- Au budget 2018-2019, le gouvernement du Québec annonçait 5,4 M\$, en 2019-2020, pour bonifier la Stratégie d'action jeunesse 2016-2021, soit :
 - 2,1 M\$ pour la mise en place d'une plateforme de financement philanthropique visant le secteur privé;
 - 1,0 M\$ destiné au programme de financement de projets jeunesse locaux;
 - 0,8 M\$ pour la création du Fonds pour la jeunesse;
 - 0,9 M\$ au soutien des jeunes entrepreneurs avec le Chantier de l'économie sociale;
 - 0,4 M\$ pour l'émergence de nouveaux projets favorisant les échanges intergénérationnels;
 - 0,2 M\$ pour le financement de la Semaine des entrepreneurs à l'école.
- Au budget 2017-2018, le gouvernement du Québec annonçait 40,8 M\$ en 2019-2020 pour les 5 axes de la Stratégie d'action jeunesse 2016-2021, soit :
 - 6,2 M\$ pour l'acquisition de saines habitudes de vie dans un environnement sécuritaire;
 - 7,6 M\$ pour le développement d'un environnement scolaire favorisant la persévérance et la réussite éducative;
 - 10,2 M\$ pour l'engagement jeunesse en faveur de la culture, de la communauté et de la société;
 - 10,3 M\$ pour l'emploi et la formation des jeunes;
 - 6,5 M\$ pour un soutien à l'entrepreneuriat jeunesse et à la relève.
- Depuis le budget 2017-2018, le gouvernement du Québec a annoncé plusieurs mesures additionnelles afin de bonifier la Stratégie d'action jeunesse 2016-2021.
 - Pour 2019-2020, les mesures annoncées dans le cadre des derniers budgets représentent 56,1 M\$.

Q-66 Au sujet du transfert d'emplois gouvernementaux en région, fournir tout scénario et étude réalisée par le ministère ou l'organisme ainsi que toute action réalisée en 2019-2020.

Cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

Q-67 Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme au sujet de la reconnaissance des acquis et des compétences des personnes immigrantes en 2019-2020.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration.

Q-68 Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme visant la protection des renseignements personnels en 2019-2020.

La liste des contrats octroyés par le ministère ou l'organisme visant la protection des renseignements personnels en 2019-2020, s'il en est, est présentée à la réponse de la question 8 des Renseignements généraux.

En ce qui concerne les actions réalisées par le ministère ou l'organisme visant la protection des renseignements personnels, nous vous informons que, suivant le deuxième alinéa de l'article 29 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (RLRQ, c.A-2.1), nous nous devons de refuser de confirmer l'existence ou de donner communication de renseignements dont la divulgation aurait pour effet de réduire l'efficacité d'un programme, d'un plan d'action ou d'un dispositif de sécurité destiné à la protection d'un bien ou d'une personne.

Q-69 Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme dans le cadre de la Politique culturelle du Québec en 2019-2020.

ACTIONS RÉALISÉES PAR LE MINISTÈRE DES FINANCES

- Pendant l'année financière 2019-2020, le gouvernement a annoncé cinq mesures fiscales culturelles.

Nouveau plan d'aide pour soutenir les médias écrits (139,3 M\$ sur cinq ans)

- Nouveau crédit d'impôt remboursable de 35 %, rétroactif au 1^{er} janvier 2019, jusqu'à concurrence d'un plafond salarial annuel de 75 000 \$ par employé, pour soutenir les salaires des employés de la salle de rédaction et du personnel lié à l'exploitation des technologies de l'information des médias écrits.
- Prolongation d'un an, jusqu'au 31 décembre 2023, du crédit d'impôt pour la transformation numérique des entreprises de la presse d'information écrite.

Mesures fiscales pour le secteur culturel au budget 2020-2021 (19,5 M\$ sur cinq ans)

- Bonification du crédit d'impôt pour la production de spectacles en haussant le plafond des dépenses de main-d'œuvre admissibles à 65 % des frais totaux de production.
- Bonification du crédit d'impôt pour la production d'enregistrements sonores en haussant les plafonds de main-d'œuvre admissibles à 65 % des frais totaux de production.
- Ajustements techniques au crédit d'impôt pour la production cinématographique ou télévisuelle québécoise.

SOMMES DÉPENSÉES EN 2019-2020

- Voici le coût estimé en 2019-2020 pour les mesures fiscales intégrées dans le cadre de la politique culturelle 2018-2023.

COÛT ESTIMÉ DES MESURES INTÉGRÉES DANS LE CADRE DE LA POLITIQUE CULTURELLE 2018-2023

(en millions de dollars)

	2019-2020
Mesures prévues initialement	
Prolongation du crédit d'impôt pour un premier don en culture ⁽¹⁾	0,6
Bonification du crédit d'impôt pour le doublage de films ⁽²⁾	0,5
Bonification du crédit d'impôt pour la production d'événements ou d'environnements multimédias présentés à l'extérieur du Québec ⁽³⁾	0,2
Élargissement aux plateformes numériques du crédit d'impôt pour la production cinématographique ou télévisuelle québécoise	0,1
Instauration d'un crédit d'impôt pour appuyer la transformation numérique des entreprises de la presse d'information écrite	5,1
Nouvelles mesures	
Instauration d'un crédit d'impôt pour soutenir la presse d'information écrite	3,2
TOTAL	9,7

(1) Un contribuable peut bénéficier, en plus du crédit d'impôt pour dons, d'un crédit d'impôt non remboursable égal à 25 % du montant d'un premier don important en culture, qui peut atteindre 6 250 \$. Lors du budget 2018-2019, le gouvernement a prolongé le crédit d'impôt pour premier don important en culture jusqu'en 2022.

(2) Le budget 2018-2019 a prévu l'élimination du plafond limitant les dépenses de main-d'œuvre admissibles à 45 % de la valeur d'un contrat de doublage.

(3) Le budget 2018-2019 a prévu l'élimination du plafond d'aide fiscale de 350 000 \$ par production admissible.

Source : Compilation du ministère des Finances.

Q-70 Pour toutes dépenses publicitaires réalisées par le ministère ou l'organisme, indiquer :

- a) Le pourcentage de ces dépenses réalisées au sein de médias communautaires et le montant;
- b) Le pourcentage de ces dépenses réalisées sur Internet et les médias sociaux et le montant.

Projet	Dépenses 2019-2020 ⁽¹⁾	
	Médias communautaires	Internet et médias sociaux
Plan économique du Québec Budget 2019-2020	15 % 10 941 \$	—
Plan économique du Québec Budget 2020-2021	24 % 11 255 \$	1 % 450 \$
Le point sur la situation économique et financière du Québec – Automne 2019	5 % 5 000 \$	74 % 76 481 \$
Campagnes publicitaires Épargne Placements Québec	4 % 72 819 \$	30 % 596 256 \$

(1) Le Service de la publicité du CSPQ coordonne les dépenses publicitaires pour le gouvernement du Québec. Il bénéficie d'une commission de 5,88 % sur les placements médias. La commission est incluse dans les montants indiqués ci-dessus.

Q-71 Toute action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2019-2020 au sujet des recommandations de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées.

Cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

Q-72 Toute action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2019-2020 au sujet des recommandations du rapport de la Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec (Rapport Viens).

Cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

Q-73 Toute action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2019-2020 au sujet du plan d'action gouvernemental pour le développement social et culturel des Premières Nations et des Inuits 2017-2022 « Faire plus, faire mieux ».

Cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

Q-74 Toute action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2019-2020 au sujet du plan d'action interministériel en dépendance 2018-2028, « Prévenir, réduire et traiter ».

Cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

Q-75 Toute action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2019-2020 au sujet du Plan d'action interministériel 2017-2021 de la Politique gouvernementale de prévention en santé.

Cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

Q-76 Toute action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2019-2020 au sujet du plan d'action gouvernemental en matière de violence conjugale 2018-2023 : « Contre la violence conjugale, Agissons ».

Cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

Q-77 Toute action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2019-2020 au sujet de la stratégie d'action en matière d'immigration, de participation et d'inclusion 2016-2021 : « Ensemble, nous sommes le Québec ».

Cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

Q-78 Toute action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2019-2020 au sujet de la Stratégie nationale sur la main-d'œuvre 2018-2023.

Cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

Q-79 Toute action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2019-2020 au sujet du Plan d'action 2018-2023 : « Un Québec pour tous les âges ».

Cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

Q-80 Toute action, note ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2019-2020 au sujet de la conciliation travail-famille.

Cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

Q-81 Toute action, note ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2019-2020 au sujet de l'électrification des transports.

Cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

Q-82 Toute action, note ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2019-2020 au sujet de la rétention des travailleurs d'expérience.

Cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

Q-83 Toute action réalisée par le ministère ou l'organismes en 2019-2020 au sujet du plan d'action gouvernemental de contribution à l'occupation et à la vitalité des territoires 2018-2020.

Cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

Q-84 Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2019-2020 et qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés par le sous-ministre ou le dirigeant de l'organisme public, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant :

- a) le nombre d'autorisations;
- b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi;
- c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi;
- d) le montant accordé;
- e) les motifs de la demande.

Ces informations sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

Q-85 Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2019-2020, en indiquant, pour chaque contrat :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le coût;
- d) l'échéancier;
- e) dans le cas d'un octroi par soumission, les noms des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Veillez référer à la réponse de la question 8 des Renseignements généraux.

Q-86 Pour chaque ministère et organisme, concernant les demandes d'accès à l'information en 2019-2020 :

- a) les coûts reliés au traitement et réponses aux demandes d'accès;
- b) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information;
- c) le nombre total de demandes reçues;
- d) le nombre de refus (en précisant, par catégorie, les raisons et/ou articles de la Loi invoqués pour le refus);
- e) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;
- f) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours;
- g) le nombre de demandes ayant été traitées hors délai en indiquant, par demande, le temps de réponse.

*L'information concernant les demandes d'accès à l'information sera présentée au **Rapport annuel 2019-2020** des ministères et organismes.*

Q-87 La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes.

- Le ministère des Finances (MFQ) a piloté 6 comités interministériels en 2019-2020.
- Il est à noter que lorsque des frais ont pu être encourus dans le cadre des travaux de comités, ils ont été, pour ce qui est du MFQ, comptabilisés dans les frais de fonctionnement du Ministère.

Nom du comité	Breve description	Liste des membres (si disponible)	Ministère responsable
1) Comité de suivi du crédit d'impôt pour la solidarité	<p>Ce comité a été créé pour donner suite à la recommandation du Vérificateur général du Québec.</p> <p>Au cours des rencontres de ce comité, d'autres crédits d'impôt remboursables et programmes budgétaires ont fait l'objet de discussions, soit : le crédit d'impôt pour frais de garde d'enfants, les crédits d'impôt offrant une prime au travail, le crédit d'impôt pour maintien à domicile des aînés et le programme Allocation-logement.</p>	<p>MFQ, Revenu Québec</p> <p>MFQ représenté par M. Jean-Pierre Simard, directeur général des politiques aux particuliers</p>	MFQ
2) Comité sur le soutien aux personnes lourdement handicapées	<p>Ce comité a été créé pour donner suite à l'orientation gouvernementale visant à soutenir davantage les familles avec enfants majeurs nécessitant des soins exceptionnels.</p> <p>Les travaux de ce comité ont conduit à la mise en place de plusieurs mesures dans le cadre du budget 2020-2021.</p>	<p>MFQ, MSSS, MTESS, Retraite Québec</p> <p>MFQ représenté par Mme Julie Gingras, sous-ministre adjointe aux politiques aux particuliers et à l'économique, M. Jean-Pierre Simard, directeur général des politiques aux particuliers, M. Gilbert Fontaine, directeur de la politique sociale, Mme Stéphanie Bélanger, professionnelle à la Direction de la politique sociale ainsi que Mme Carmen Crête, avocate à la Direction du droit fiscal</p>	MFQ
3) Crédit d'impôt pour maintien à domicile des aînés	<p>Ce comité a été créé pour examiner des pistes de solution en ce qui concerne la problématique de l'aide fiscale versée aux résidents de condos-services.</p>	<p>MFQ, MSSS, Revenu Québec</p> <p>MFQ représenté par M^{me} Julie Gingras, sous-ministre adjointe aux politiques aux particuliers et à l'économique, et M. Jean-Pierre Simard, directeur général des politiques aux particuliers, ainsi que par M. Marc Grandisson, sous-ministre adjoint au droit fiscal, à l'optimisation des revenus et aux politiques locales et autochtones, et M. Luc Bilodeau, directeur du droit fiscal</p>	MFQ
4) Comité sur la modulation des allocations gratuites de droits d'émissions de GES	<p>Ce comité a été créé afin de déterminer les règles d'allocation gratuites de droits d'émissions de GES des grands émetteurs industriels pour la période 2024 à 2030.</p> <p>Ce comité est concomitant à celui sur les mesures d'accompagnement pour le secteur industriel, dont le MEI est responsable.</p> <p>Ces comités sont supervisés par un comité directeur qui inclut des représentants des diverses organisations présentes.</p>	<p>MFQ, MERN, MEI, Conseil de gestion du Fonds vert, MFFP, SPN, TEQ</p> <p>MFQ représenté par M^{me} Julie Gingras, sous-ministre adjointe aux politiques aux particuliers et à l'économique</p>	MFQ, MELCC

Q-87 La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes.

Nom du comité	Brève description	Liste des membres (si disponible)	Ministère responsable
5) Comité interministériel pour renforcer la transparence corporative (bénéficiaire ultime)	<p>Le comité de travail a été mis en place afin de proposer des mesures visant à renforcer la transparence corporative.</p> <p>Les travaux du comité ont mené à une annonce au budget de mars 2020. Cette annonce prévoit notamment l'obligation pour les entreprises de donner au REQ l'information sur les bénéficiaires ultimes.</p>	<p>MFQ, MTESS, REQ</p> <p>MFQ représenté par M. Marc Grandisson, sous-ministre adjoint au droit fiscal, à l'optimisation des revenus et aux politiques locales et autochtones et Luc Bilodeau, directeur du droit fiscal</p>	MFQ
6) Comité pour l'accès aux données	<p>Le comité a été mis en place afin de faciliter l'accès aux données pour la recherche.</p> <p>Les travaux du comité ont mené à des annonces aux budgets 2018-2019, 2019-2020 et 2020-2021. Ces annonces prévoient la simplification de l'accès aux données pour les chercheurs, notamment par l'ouverture d'un guichet de service et de centres d'accès aux données, et ce, tout en assurant la protection des renseignements personnels.</p>	<p>MFQ, MSSS, MESI, RAMQ, ISQ, CAI, SAIRID</p> <p>MFQ représenté par M. Bertrand Cayouette, sous-ministre adjoint aux politiques fiscales aux entreprises, au développement économique et aux sociétés d'État</p>	MFQ

Q-88 Pour la préparation des projets de loi, des politiques, des stratégies ou des consultations gouvernementales, indiquer, pour chaque type, si une entente de confidentialité a été requise par le ministère ou le cabinet auprès des partenaires. Le cas échéant, pour chacun des types visés, fournir la liste des partenaires engagés ainsi que ladite entente.

Cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

Q-89 Pour le ministère et chacun de ses organismes, en 2019-2020, indiquer le nombre de divulgations d'actes répréhensibles reçues, le nombre d'enquêtes (débutées, en cours ou terminées), ainsi que le nombre de divulgations fondées, y compris celles ayant mené à des mesures correctives. Préciser, pour chaque divulgation, la catégorie d'actes répréhensibles visée à l'article 4 de la Loi facilitant la divulgation d'actes répréhensibles à l'égard des organismes publics (2016, chapitre 34).

*L'information concernant les divulgations d'actes répréhensibles sera présentée au **Rapport annuel 2019-2020** des ministères et des organismes ainsi qu'au **Rapport annuel d'activités 2019-2020** du Protecteur du citoyen.*

Q-90 Fournir le budget carbone du ministère et le bilan carbone imputable aux activités et aux programmes du ministère, soit notamment pour 2019-2020 :

- a) Le total des émissions de GES associées aux activités directes du ministère;
- b) L'estimation des émissions de GES attribuables aux programmes du ministère, incluant, mais ne se limitant pas, aux émissions attribuables aux subventions accordées par le ministère en proportion du montant de ces subventions dans les projets concernés;
- c) L'estimation des réductions d'émissions de GES attribuables aux activités directes et aux programmes du ministère, incluant, mais ne se limitant pas, aux réductions d'émissions découlant d'activités subventionnées par le ministère ainsi qu'aux puits de carbone attribuables au ministère le cas échéant;
 - i. Ventiler ces réductions selon qu'elles soient des réductions relatives ou des réduction absolues d'émissions de GES. Fournir une estimation du coût moyen de ces réductions par tonne de CO2 équivalent.
- d) Le bilan carbone du ministère, soit le total des émissions de GES attribuables au ministère auquel est soustrait le total des réductions d'émissions attribuables au ministère;
- e) Le quota d'émissions du ministère, soit la limite supérieure finie des émissions totales de GES à travers le temps attribuables au ministère qui permettraient d'atteindre les objectifs de réduction des GES du ministère et ainsi la cible de réduction des GES du gouvernement;
- f) Le plan d'action du ministère pour diminuer le bilan carbone du ministère afin de respecter son budget carbone dans le cadre des objectifs de réduction des GES du gouvernement.

Cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

Q-91 Veuillez fournir le nombre d'effectifs attirés à la gestion du Fonds vert au sein du ministère ou de l'organisme en 2018-2019 et 2019-2020. Ventiler par poste et fournir la masse salariale totale.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques.

Q-92 Nombre de postes ouverts pour les années financières 2019-2020 et 2020-2021; et nombre de postes comblés pour chaque catégorie d'emploi présente au sein du ministère.

Veillez référer à la question 15 m) des Renseignements généraux.

Q-93 Veuillez indiquer les montants qui ont été alloués à la rémunération des stages depuis 2016.

- a) Nombre de stagiaires reçus;
- b) Heures de stages effectués;
- c) Rémunération totale déboursée.

a) Le nombre de stagiaires reçus

En 2019-2020, le ministère des Finances a reçu 35 stagiaires.

b) Les heures de stages effectués

Cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

c) La rémunération totale déboursée

La rémunération totale déboursée pour les stagiaires en 2019-2020 s'élève à 190 283 \$

Q-94 Fournir une description de la dotation de véhicules au sein du ministère ou de l'organisme, ventilée par région et incluant :

- a) nombre total de véhicules;
- b) le type de véhicules;
- c) le nombre de véhicules hybrides;
- d) le nombre de véhicules hybrides rechargeables;
- e) le nombre de véhicules électriques.

Cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.